

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946

RÉUNION DU 6 NOVEMBRE 1946.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre : a) pour l'exercice 1945; b) pour l'exercice 1946.

(Voir les nos 4-XXII (session de 1944-1945), 4-XXIV (session de 1945-1946), 87, 237 (session extraordinaire de 1946) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants (séances des 6, 13 juin et 31 octobre 1946).)

Présents: MM. VAN OVERBERGH, président ; ALLEWAERT, BOUILLY, V. DE BRUYNE, DELMOTTE, P. DE SMET, HARMEGNIES, LOGEN, RONVAUX, SCHOT, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE, VAN ZEELAND, VERMEYLEN et A. DOUTREPONT, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget soumis à votre examen comprend deux titres :

I. — FONDS DE TIERS.

a) Fonds de tiers déposés au Trésor et dont il est disposé à l'intervention du Ministre des Finances;

b) Fonds de tiers déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu par les comptables qui en ont opéré la recette.

Il s'agit, dans ce titre, de l'application de l'article 24 de la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'Etat et portant que « tous paiements ou restitutions à faire en dehors des allocations pour les dépenses générales de l'Etat ont lieu sur les fonds spéciaux et particuliers institués pour les services qu'ils concernent jusqu'à concurrence des recouvrements effectués à leur profit ».

Certains postes de ce titre du budget ont particulièrement retenu notre attention.

Crédit de 4 1/2 milliards.

Nous citons d'abord l'article 47 libellé « Ravitaillement du pays. — Compte pour ordre : 4,500,000,000 de francs. » A ce sujet, nous avons interrogé le Ministre du Ravitaillement, qui nous a fourni certains renseignements.

Nous nous en référons à l'exposé fait (par votre rapporteur) en ce qui concerne cette question à l'occasion de l'examen du budget des Finances. Voici la relation :

« A l'article 47 du budget pour ordre de 1945 figure un poste de 4,500,000,000 de francs avec le libellé « Ravitaillement du pays. — Compte pour ordre. »

» Ce compte est-il destiné à enregistrer également les opérations faites par les missions économiques dépendant de M. Kronacher ?

» Je désirerais avoir, au surplus, quelques précisions sur la portée exacte de l'article 47. J'ai, en son temps, demandé que les opérations des missions économiques soient rattachées au budget pour ordre, point de vue auquel s'était rallié M. Kronacher. Il est donc possible que l'inscription de cet article soit destinée en partie à réaliser ma suggestion.

» La Commission des Finances m'ayant, en ma qualité de rapporteur du budget, posé une question au sujet des opérations des missions économiques et de leur rattachement au budget pour ordre, je vous prie de faire réserver à cette affaire le bénéfice de l'urgence. »

RÉPONSE DU MINISTRE.

« Le compte qui figure à l'article 47 du budget pour ordre sous libellé « Ravitaillement du pays. — Compte pour ordre » (4,500,000,000 de francs), est destiné à enregistrer, pour ce qui concerne le Ministère du Ravitaillement, tant les opérations d'importation effectuées en exécution du programme militaire que celles effectuées par les missions économiques dépendant de M. Kronacher.

» A l'origine, le compte de l'article 47 du budget pour ordre était destiné à enregistrer, d'une part, le prix d'achat des marchandises importées et, d'autre part, leur prix de vente, la différence déficitaire devant être comblée par un crédit prévu à l'article 39 du budget du Ministère du Ravitaillement.

» L'Office Commercial du Ravitaillement (O.C.R.A.) ayant été créé, c'est cet organisme qui se charge de subsidier les opérations d'achat et de vente des marchandises importées et le solde, momentanément créditeur, de ces opérations a été versé au compte de l'article 47 du budget pour ordre.

» Ce solde créditeur s'explique par le fait que les factures des missions économiques sont introduites auprès de l'O.C.R.A. avec un certain retard, alors que cet organisme a déjà encaissé le produit de la vente des marchandises auxquelles les factures sont relatives.

» Un moment viendra où l'O.C.R.A., ayant remboursé aux missions économiques la plus grande partie des factures lui présentées, le solde de l'article 47 deviendra débiteur; ce déficit sera alors apuré par virement du crédit inscrit dans ce but, à l'article 39 du budget du Ministère du Ravitaillement. »

Commentaire.

Il résulte de cette réponse que le poste de l'article 47 du budget pour ordre n'enregistre qu'une partie des opérations d'achat et de vente effectuées par les missions économiques dépendant de M. Kronacher, à savoir celles relatives au ravitaillement du pays.

La suggestion formulée par la Commission des Finances à laquelle il vient d'être fait allusion, visait toutes les opérations et non pas seulement celles concernant les victuailles proprement dites.

D'autre part, il semble que même en ce qui concerne le ravitaillement, l'article 47 n'enregistrera que le solde des opérations, lequel est momentanément créditeur.

Le restant des opérations, c'est-à-dire le principal, est pris en charge par l'Office Commercial du Ravitaillement.

Le financement des opérations de cet office est assuré non par le Trésor directement, mais par l'Institut national de crédit agricole.

Bref, il appert que le rattachement au budget pour ordre de toutes les opérations quelconques des missions économiques n'est pas réalisé. Il s'agit, en l'occurrence, d'un fonds de plus de 20 milliards et demi.

M. le Ministre voudra bien s'expliquer à ce sujet et nous dire pour quelles raisons la suggestion de la Commission des Finances, à laquelle le Sénat s'est d'ailleurs rallié au cours de sa séance du 27 décembre 1945, n'a pas été réalisée.

Seule, elle permet un contrôle complet et efficace.

* * *

Votre rapporteur a prié le Ministre de lui faire connaître le montant des opérations réalisées en recettes et en dépenses à charge de ce poste de 4 milliards 500 millions de francs.

Il lui a été répondu que « le poste de 4,500,000,000 de francs figurant à l'article 47 du budget pour ordre de 1945 constitue, en dépenses, une prévision des pertes à résulter, tant des opérations d'importation effectuées en exécution du programme militaire que de celles effectuées par les missions économiques de M. le Ministre Kronacher, et, en recettes, les versements à effectuer en contre-partie des dépenses par imputation directe à charge du budget du Ministère du Ravitaillement.

» *A la date de ce jour, aucune opération n'a encore été réalisée, en recettes ni en dépenses, à charge de ce poste de 4,500,000,000 de francs.*

» Il n'est pas encore possible de déterminer les prix qui seront payés pour les marchandises reçues en exécution du programme militaire, des pourparlers étant toujours en cours avec les autorités alliées; en ce qui concerne les marchandises importées par les missions économiques en 1945, la différence entre les prix d'acquisition et de vente, actuellement estimée à 1,957,600,000 francs, n'atteindra vraisemblablement pas les 2 milliards. »

En outre, votre rapporteur a fait observer que les articles 46 et 47 mentionnent qu'il a été jugé nécessaire d'autoriser le Trésor à consentir les avances que nécessiteraient les opérations dont il s'agit.

Pareille autorisation ne pouvant être donnée que par les Chambres législatives, il a posé la question de savoir en vertu de quelle loi cette autorisation a été donnée.

Il lui a été répondu :

« La clause des articles 46 et 47 mentionnant qu'il a été jugé nécessaire d'autoriser le Trésor à consentir des avances, n'a été insérée que pour permettre l'alimentation des comptes ouverts en vertu des dits articles, dans le cas d'une position débitrice; jusqu'ici, ce cas ne s'est pas présenté.

» Aucune loi n'a, jusqu'à présent, donné l'autorisation d'effectuer des avances du Trésor; aussi, n'est-ce qu'après le vote de la loi du budget du Ministère du Ravitaillement que de semblables avances pourraient être consenties. »

QUESTIONS DIVERSES.

Budget 1945.

Pour d'autres articles, nous avons posé des questions au Ministre des Finances. Elles concernent :

a) 1^o L'article 161 du budget pour ordre pour l'exercice 1945 comporte un poste « réfectoire du Ministère des Finances » : 1,400,000 francs.

Je voudrais connaître la signification de ce montant. S'agit-il du chiffre d'affaires du réfectoire, c'est-à-dire du montant présumé des recettes et des dépenses en 1945 ?

Quel a été le chiffre réel des recettes et des dépenses de ce réfectoire en 1945 ?

2^o Quelles sont les raisons pour lesquelles le budget pour ordre ne comporte pas de poste pour les réfectoires des autres départements ministériels, et notamment pour celui des Affaires Economiques, de la Santé Publique, de l'Administration des Postes, etc. ?

RÉPONSES.

Ministère des Finances.

Le poste « Réfectoire du Ministère des Finances » : 1,400,000 francs, que comporte l'article 161 du budget pour ordre pour l'exercice 1945 représente, en effet, le montant présumé des recettes et des dépenses du réfectoire en 1945.

Le montant réel des recettes effectuées en 1945 est de fr. 1,616,104.35.

Le montant réel des dépenses est de fr. 1,717,760.05. Cette somme comprend la valeur des vivres en magasin au 31 décembre 1945.

Affaires Economiques.

Le Ministère des Affaires Economiques a repris le réfectoire antérieurement géré par le « Foyer Léopold III », organisme privé.

Le département prend à sa charge les dépenses de personnel et de matériel qui sont inscrites à son budget, les autres étant couvertes par le prix des repas. Ce prix est employé, aussitôt perçu, à l'achat de vivres et d'approvisionnements. Comme il a été fixé à un prix modique et de façon à équilibrer les recettes et les dépenses, le réfectoire ne dispose d'aucune réserve qui puisse être versée au budget pour ordre.

Ministère des Communications.

Aucun crédit n'est prévu au budget pour ordre du chef du fonctionnement des cantines de la Poste. Celles-ci sont gérées par des comités mixtes comprenant des délégués de l'Administration et du personnel et sont subsidiées par le département.

Les crédits nécessaires à cette fin, 200,000 francs, sont, dès lors, portés à l'article 56 du projet de budget *ordinaire* (Communications) pour 1946.

Au surplus, la création de cantines est prévue au programme des œuvres sociales pour lesquelles un crédit de 10 millions figure à l'article 44 du projet de budget précité.

Commentaires du rapporteur.

La réponse indique une confusion. Les frais généraux des réfectoires sont couverts par un subside ou sont assumés intégralement par le budget du Ministère intéressé (voir budget des Finances et des Affaires Economiques). Pour l'Administration de la Poste, nous trouvons un crédit de cette nature au budget ordinaire des Communications et, d'autre part, une partie du crédit destiné aux œuvres sociales et figurant à l'article 44 est affecté au même objet. C'est régulier.

Mais la question posée par votre rapporteur ne tendait pas à obtenir cette précision. Il s'agit ici, d'une part, des recettes effectuées par les réfectoires de divers chefs, notamment pour prix de repas, vente de déchets, etc. et, d'autre part, des dépenses pour victuailles, etc. Le Ministère des Finances comptabilise ces recettes et ces dépenses à l'intervention d'un fonds pour ordre (art. 161 du budget 1945), ce qui est normal.

La question se pose de savoir pour quelle raison les autres départements n'agissent pas de même.

b) Fonds de garantie pour couvrir le risque de gestion.

ART. 32. — « Fonds de garantie pour couvrir le risque assumé par l'Etat de la gestion des receveurs communaux régionaux. »

Je vous prie de me donner quelques explications concernant l'inscription de cet article au budget pour ordre, et plus spécialement quant à la nature du risque que l'Etat assume du fait de la gestion des receveurs communaux régionaux.

RÉPONSE.

Du fait de la gestion des receveurs communaux régionaux, la responsabilité de l'Etat a été substituée à celle de la commune en cas de déficit dans une caisse communale.

Cette substitution a une double conséquence : d'une part, attribution à l'Etat du privilège sur le cautionnement du receveur communal régional lorsque la garantie a été fournie en numéraire et, d'autre part, la création d'un fonds de garantie destiné à couvrir l'Etat du risque qu'il encourt vis-à-vis des communes, quant à la gestion pécuniaire des receveurs communaux régionaux.

En application de ces principes, sont intervenus les arrêtés royaux des 16 mars 1935 et 21 août 1939, lesquels stipulent :

1^o que le Fonds de garantie sera inscrit au budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, comme fonds de tiers;

2^o que le Fonds de garantie sera alimenté par les communes dotées d'un receveur régional, à concurrence de fr. 0.50 pour mille des recettes ordinaires;

3° que le montant de la prime annuelle de chaque commune sera arrêté par le Gouverneur;

4° que le versement au Fonds de garantie sera effectué au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année;

5° que le Fonds de garantie interviendra quant au remboursement aux communes :

a) du déficit constaté et mis à charge du receveur communal régional défaillant et insolvable;

b) du paiement des frais d'expertise à laquelle une députation permanente se verrait obligée de recourir aux fins d'arrêter définitivement le débet d'un receveur communal régional défaillant et insolvable.

3° ART. 32. — « Fonds de garantie pour couvrir le risque assumé par l'Etat de la gestion des receveurs communaux régionaux. »

Sommes récupérées.

ART. 38, 180, 188, 201. — « Sommes récupérées sur avances consenties en France. »

Quelle est la raison motivant l'inscription de quatre articles sous un même libellé ?

S'il s'agit aux articles 180, 188 et 201 d'avances faites par les comptables des administrations en question, ne suffit-il pas de les apurer par les remboursements effectués actuellement par les bénéficiaires des avances, sans recours au budget pour ordre ?

RÉPONSE.

Les administrations de recettes sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de récupérer les avances sur traitement, consenties aux membres de leur personnel par les services du Trésor pendant l'exode de 1940.

Cette récupération est portée en recette dans les écritures des comptes qui sont chargés de la poursuivre; elle constitue une recette pour ordre.

Chaque administration, pour la facilité de son contrôle, possède au budget pour ordre son propre chapitre d'opérations; il est donc normal que des opérations similaires, effectuées par différentes administrations, soient inscrites en regard d'un libellé identique, porté sous des chapitres différents du budget pour ordre.

Matériel et pièces d'équipement nécessaires à l'organisation des transports par route.

ART. 194. — « Matériel et pièces d'équipement nécessaires à l'organisation des transports par route : 1,000,000,000 de francs. »

La note figurant à la page 32 du budget est fort laconique.

Je voudrais connaître l'organisation du service en cause. Celui-ci ne fait-il pas double emploi avec l'Office d'aide mutuelle ?

Prière de me faire connaître le montant des recettes et des dépenses effectuées à charge de cet article en 1945.

RÉPONSE.

Les autorités militaires alliées ont mis à la disposition de la Belgique une certaine quantité de pneus d'automobiles, ainsi qu'un certain nombre de véhicules à l'effet de remédier à l'insuffisance des moyens de transport routier existants après la libération.

Le soin de distribuer ce matériel a été confié au Département des Communications — Direction Générale des Transports.

Les pneus ont été cédés aux transporteurs belges à leur valeur commerciale (établie par des spécialistes) et les camions donnés en location moyennant une redevance journalière de 95 francs pour les véhicules de 3 tonnes et 135 fr. pour les véhicules de 6 tonnes.

Les recettes à provenir de ces opérations ne revenant pas à l'Etat — puisque le matériel n'est pas sa propriété — et ne connaissant pas l'autorité habilitée pour encaisser les produits, force a été au Département des Communications, afin de sauvegarder le principe constitutionnel selon lequel toutes les recettes et les dépenses de l'Etat doivent apparaître dans les comptes, à demander l'ouverture d'un compte au budget pour ordre.

En effet, la recette n'appartenant pas à l'Etat ne pouvait être comptabilisée au budget des Voies et Moyens et devait apparaître comme fonds de tiers.

Le Département des Communications est actuellement en correspondance avec l'Office d'aide mutuelle à l'effet de connaître le réel bénéficiaire des produits en question. Jusqu'à ce jour, aucune solution n'est toutefois intervenue.

Fin décembre dernier, les recettes s'élevaient à :

pour les pneus : 2,742,302 francs;

pour les camions : fr. 34,666,932.70.

Les dépenses :

pour les pneus : fr. 22,114.80;

pour les camions : néant.

Avances pour timbres fiscaux : 1,545,750 francs.

Nous avons demandé également des éclaircissements au sujet de certains crédits relatifs au budget de l'exercice 1946.

Butin de guerre.

1^o ART. 19. — « Recettes effectuées par les receveurs des Domaines en matière de butin de guerre » : 50 millions de francs.

Il s'agit de recettes provenant de ventes de matériel de guerre, pour lesquelles il me semblait que l'O.M.A. avait un monopole. Je désirerais connaître les attributions respectives de cet Office et des receveurs des Domaines en cette matière?

RÉPONSE.

L'Administration des Domaines est chargée de la réalisation du matériel de guerre abandonné par les Allemands en Belgique et relâché par les autorités militaires alliées.

L'O.M.A. s'occupe de la vente du matériel provenant des armées alliées.

Commentaires.

Quelles sont les raisons de cette distinction? La question se pose de savoir s'il n'aurait pas mieux valu de charger les receveurs des Domaines de toutes les opérations de vente de matériel considéré soit comme butin de guerre, soit provenant des armées alliées, au lieu de maintenir en activité un organisme parastatal dont le contrôle s'avère de plus en plus illusoire.

Remboursement des traitements, soldes, etc, des unités belges.

ART. 40. — « Récupération, pour compte du Gouvernement du Royaume-Uni, de la contre valeur des fonds que l'armée britannique a mis à la disposition des comptables des unités militaires belges stationnées en territoire étranger sauf en Grande-Bretagne » : 100 millions de francs.

Il me serait agréable de recevoir quelques explications complémentaires, spécialement au sujet de la nécessité de l'intervention d'un fonds pour ordre pour le remboursement de traitements, soldes, etc., et de l'affirmation que ce procédé aura pour effet de normaliser la reddition et la vérification de gestions en deniers.

RÉPONSE.

Tout porte à croire que les avances consenties par les autorités britanniques pour le paiement des traitements, soldes, etc. des unités belges stationnées en Allemagne, feront l'objet d'un règlement final entre les deux gouvernements.

Cependant, il est apparu peu judicieux de maintenir des dépenses considérables en marge du budget qui les prévoit. Ce serait d'ailleurs fausser la physiologie du budget et des comptes.

Il a donc été estimé préférable de frapper le budget de l'année qui se rapporte à la dépense. Le seul moyen pratique consistait dans l'inscription, au budget pour ordre, d'un article spécial qui serait crédité au fur et à mesure au moyen d'ordonnances de virement dans les écritures de la Trésorerie, imputées sur le budget de la Défense Nationale.

Lors du règlement final entre les deux gouvernements seul le budget pour ordre, alimenté en conséquence, aurait ainsi à intervenir.

Transfert de service.

ART. 49. — « Services de la Direction Générale de la Mobilisation des Produits agricoles, repris par le Département de l'Agriculture. Recettes et dépenses » : 38,770,000 francs.

Je vous prie de me faire connaître la date du *Moniteur* qui a publié l'arrêté du Régent organisant ce transfert.

Pour quelles raisons ces frais de fonctionnement figurent-ils au budget pour ordre et non au budget de l'Agriculture?

Quelle est l'origine des fonds qui alimentent cet article du budget?

Je désire aussi connaître le détail des frais de fonctionnement dont-il s'agit.

RÉPONSE.

Les services de la Direction Générale des Produits agricoles du Ministère du Ravitaillement qui ont été transférés au Département de l'Agriculture sont :

1^o Les services « Matières premières pour l'Agriculture », « Contrôle laitier », « Aviculture », « Apiculture » : arrêté du Régent du 26 octobre 1945 (*Moniteur* du 8 novembre 1945).

Le Service « Apiculture » a été supprimé par arrêté du Régent du 28 février 1946 (*Moniteur* du 29 mars 1946).

2^o Les services « Tabac », « Lin », « Osier », « Houblon », « Plantes Médicinales » : arrêté du Régent du 8 mars 1946 (*Moniteur* des 6 et 7 mai 1946).

Les frais de fonctionnement de ces services ont été maintenus au budget pour Ordre parce qu'il a paru souhaitable, étant donné le caractère éminemment temporaire des dits services, de ne pas déroger au régime d'autonomie dont ceux-ci jouissaient au Ministère du Ravitaillement, en vertu de l'arrêté-loi du 8 novembre 1944 (*Moniteur* du 11 novembre 1944), relatif à la liquidation de l'ex-C.N.A.A. Le régime comptable de ces services est fixé par l'arrêté du 31 décembre 1944 (*Moniteur* du 21 janvier 1945).

Le Fonds pour ordre qui supporte les dépenses de ces services est alimenté, en ordre principal, par des subventions à charge d'une allocation inscrite au budget ordinaire du Département de l'Agriculture et, pour le surplus, par la récupération des frais généraux (vente d'imprimés, etc.).

Détail des frais de fonctionnement (Prévision pour 1946).

Personnel (y compris les frais de déplacement)	Frais de bureau et divers	Total
Matières premières 12,027,072	1,398,928	13,426,000
Contrôle laitier 21,729,129	266,871	21,996,000
Aviculture, apiculture 3,167,538	180,462	3,348,000
		38,770,000

Il y a des réserves à faire sur la légalité de ces opérations. Toutefois, comme il s'agit d'un service temporaire qui doit être supprimé à bref délai, nous n'insisterons pas outre mesure.

Manifestation au profit des victimes de la guerre.

ART. 69. — « Recettes résultant de manifestations quelconques au profit des victimes de la guerre » : 5,000,000 de francs.

La répartition du produit de ces manifestations est-elle réglementée? Dans l'affirmative, je désire recevoir une copie du règlement. Quel est le comptable préposé à la manipulation de ces sommes? Par qui a-t-il été nommé? A-t-il déposé un cautionnement? Devra-t-il rendre compte à la Cour des Comptes?

RÉPONSE.

La répartition du produit des manifestations n'a pas fait l'objet d'une réglementation spéciale

Jusqu'à ce jour, les ordres de dépenses ont été signés par M. le Ministre en personne.

Aucun comptable n'a été spécialement préposé à la manipulation de ces sommes. Le compte est tenu par la Comptabilité du Département.

Les opérations seront justifiées à la Cour des Comptes suivant le processus normal.

Direction générale de la mobilisation des produits agricoles.

Ce titre comporte encore un article 46 sous la rubrique : « Recettes et dépenses de la Direction Générale de la Mobilisation des Produits agricoles ». Nous en trouvons la justification aux pages 29, 30 et 31 du budget pour ordre de 1945 et, pour ce qui concerne le budget de 1946, aux pages 32 et 33.

Au fond, il s'agit là d'un service de l'Etat pour lequel les crédits devraient figurer au budget ordinaire du Ministère du Ravitaillement et dont les recettes devraient être rattachées au budget des Voies et Moyens. A la faveur d'une certaine autonomie, que possédait l'ex-C.N.A.A. et dont a continué à bénéficier la Direction Générale de la Mobilisation des Produits agricoles, ce service public a été détaché du budget ordinaire.

Ce n'est là qu'un artifice, qui permet d'affecter les recettes perçues par le service en question au paiement de ses dépenses administratives, alors que la règle de la non-affectation des recettes a toujours dominé le droit budgétaire belge. Il y a même plus : les recettes étant insuffisantes, une somme de 250 millions de francs inscrite à l'article 36 du budget du Département du Ravitaillement pour 1945 (273,000,000 de francs pour 1946) est transférée au fonds pour ordre à titre de complément.

Cet article constitue ainsi un véritable budget à l'intérieur du budget pour ordre, budget qui, en réalité, devrait figurer à l'ordinaire. Du fait de ce transfert, les règles normales de la comptabilité publique ne sont plus applicables aux recettes et aux dépenses de cette Direction Générale; le Ministre du Ravitaillement a d'ailleurs élaboré un règlement spécial pour la tenue de la comptabilité de ce service.

Les règles relatives à l'engagement et à la liquidation des dépenses, à l'émission des ordonnances, au contrôle de la Cour des Comptes ne sont plus applicables. D'autre part, compris dans le budget pour ordre, ce fonds est régi par le système de la gestion et non par celui de l'exercice; les opérations sont donc définitivement arrêtées au 31 décembre de chaque année et ne sont rattachées au compte de cette année que les dépenses ordonnancées au cours de l'année civile. Ce fonds échappe ainsi aux règles de l'annuité et de l'exercice.

Conséquence plus importante : d'office les soldes au 31 décembre sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés au cours de cette année, alors que les crédits du budget ordinaire non consommés à la clôture de l'exercice et non reportables par application de l'article 30 de la loi du 15 mai 1846, tombent en annulation.

Ainsi que nous l'exposons ci-dessus, cet article constitue un véritable budget, mais un budget pour lequel le Ministre ne fournit nullement les justifications que l'on trouve habituellement au budget ordinaire (composition de l'effectif du personnel, grades, traitements, indemnités de diverses natures, etc.). Cette lacune a amené votre rapporteur à poser au Ministre du Ravitaillement une série de questions.

Nous les insérons ci-après, ainsi que les réponses qui ont été faites par le Service intéressé.

PREMIÈRE QUESTION.

L'article 46 du budget pour ordre prévoit, un poste de 1,015,000,000 francs pour « recettes et dépenses de la Direction Générale de la Mobilisation des Produits agricoles ».

Le budget de cette Direction Générale figure aux pages 30 et 31 du projet de loi (*Document* de la Chambre des Représentants n° 4-XXII).

Je vous prie de me faire connaître pour chaque article du budget et en suivant les subdivisions indiquées dans le document susvisé, les recettes et les dépenses réellement effectuées au 31 décembre 1945?

MINISTÈRE DU RAVITAILLEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILISATION
DES PRODUITS AGRICOLES

RECETTES EXERCICE 1945

Comptabilité autonome et subsides

Département : *Budget et Comptabilité*
Bruxelles, 31, rue Saint-Michel

SERVICES	Recettes prévues en 1945	Droits à percevoir au 1 ^{er} -1-1945	Droits constatés	Droits perçus	Droits à percevoir au 31-12-1945
Céréales	38,552,000.—	6,044,841.46	21,746,151.76	25,864,028.12	1,926,965.10
Lait	50,872,500.—	21,777,263.61	39,887,125.03	28,788,712.16	32,875,676.48
Cheptel	17,407,900.—	2,607,083.12	11,184,388.03	12,181,609.08	1,609,862.07
Matières premières	7,848,900.—	333,920.31	6,221,368.08	6,236,725.77	318,562.62
Brasserie	1,174,700.—	5,531,457.24	1,774,088.55	2,038,522.69	5,267,058.70
Pommes de terre	1,041,200.—	455.—	3,098,744.92	3,083,851.92	15,348.—
Poissons	14,533,400.—	961,320.65	10,637,157.54	9,389,604.34	2,208,873.85
O.C.R.A.	8,300.—	—	84,553.50	84,553.50	—
Enquêtes et fournitures agricoles	17,825,600.—	102,501.50	15,464,882.66	15,548,128.16	19,256.—
Liquidation	—	3,292,696.78	—	26,571.30	3,266,125.48
Services centraux	442,370.—	40,266.75	204,165,600.83	203,394,947.51	810,920.07
TOTAUX	149,706,870.—	40,781,806.42	314,264,060.90	306,637,254.55	48,408,648.37

N. B. — Les colonnes « Droits constatés » et « Droits perçus » des Services centraux comprennent une subvention du Trésor public de 200,000,000 de francs.

12 A (Fr.)

E.O. 1946

N° 81 (Fr.)

Dépenses effectuées exercice 1945

Cfr. 35 mm.

1 plan

DEUXIÈME QUESTION.

Je désire recevoir également un tableau du personnel, s'inspirant de celui qui est produit au budget de chaque département (effectifs par grade, traitement).

L'article 302 « Frais de personnel » devrait être subdivisé en traitements, indemnités, etc..., ainsi qu'il est pratiqué au budget ordinaire et de manière à justifier le crédit de fr. 410,792,455-21.

RÉPONSE.

Budget 1945.

Articles	Désignation	Grades	Effectif	Appointements	Appoint. moyens
		Directeurs	72	5,465,805.—	75,914
		Directeurs adjoints	41	2,538,214.—	61,908
		Sous-directeurs	128	6,831,034.—	53,367
		Sous-directeurs adjoints	83	3,921,608.—	47,248
		Chefs de division	534	21,927,203.—	41,062
		Sous-chefs de division	75	2,865,896.—	38,212
		Chefs de section	621	18,830,830.—	30,323
		Sous-chefs de division	95	2,890,659.—	30,429
		Chefs de groupe	945	27,755,594.—	29,371
		Sous-chefs de groupe	1,085	26,564,949.—	24,484
		Premiers employés	1,619	41,728,615.—	25,774
		Deuxièmes employés	1,288	28,509,533.—	22,135
		Troisièmes employés	3,820	68,516,607.—	17,936
		Quatrièmes employés	626	7,601,947.—	12,143
			11,032	265,948,494.—	
		Prévision complémentaire en vue de l'augmentation du taux de vie chère et régularisation d'appointements :		80,918,870.—	
3020	Appointem.			346,867,364.—	
3021	Lois sociales			38,781,449.21	
3022/23/29	Gratifications, frais de déplacements.			25,143,642.—	
				410,792,455.21	

Budget 1946.

A l'époque où le budget a dû être établi pour l'exercice 1946, le Département du Ravitaillement, et ce spécialement en ce qui concerne la D.G.M.P.A., ne connaissait pas d'une façon définitive l'organisation future de cette direction générale. Les prévisions budgétaires devant cependant être établies d'urgence, elles ont été faites en se basant sur les prévisions budgétaires et leur exécution pour l'année 1945.

En ce qui concerne l'article 302 « Frais de personnel », le budget initial qui avait été établi prévoyait fr. 442,334,163-95. Cette prévision a été réduite in globo à 243,138,275 francs, le Département s'étant basé d'une part sur les projets de la nouvelle réorganisation, et d'autre part, sur les nécessités du moment. Cette diminution, faite globalement, ne nous permet donc pas de fournir à la Commission des Finances des renseignements aussi détaillés que ceux qui lui ont été fournis pour l'année 1945, car,

1^o le crédit prévu de 243,138,275 francs ne provient pas de l'addition des appointements prévus pour un effectif dans chaque grade déterminé et

2^o il n'a, en outre, été fait aucune distinction entre les appointements, d'une part, et les lois sociales et frais de déplacement, d'autre part.

Néanmoins, on trouvera, ci-dessous, un relevé de l'effectif de la D.G.M.P.A. à la date du 1^{er} janvier 1946, ainsi que ce même effectif à la date du 1^{er} mai 1946.

GRADES	EFFECTIF	
	au 1 ^{er} janvier 1946	au 1 ^{er} mai 1946
Garçons de bureau	219	53
Messagers, huissiers, classeurs	204	198
Commis rédacteurs de 2 ^e classe	994	903
Percepteurs des postes de 4 ^e classe	540	463
Commis rédacteurs de 1 ^{re} classe	2,099	1,941
Premiers rédacteurs	776	693
Chefs de bureau	303	277
Sous-directeurs Département de la Justice	114	100
Chefs de bureau assimilés à sous-directeurs	32	26
Directeurs Département de la Justice	24	22
Directeurs.	5	5
Directeurs.	2	2
	5,312	4,683

P. S. — Ne sont pas compris dans le premier total, les 991 agents qui sont sortis fin février, mars et avril, suite au préavis leur signifié fin novembre 1945.

Remarque : Certains services dont l'effectif est compris dans le récapitulatif seront repris dès la parution des cadres par d'autres directions générales.

Leur effectif se répartit comme suit :

au 1^{er} janvier 1946 : 642 agents;

au 1^{er} mai 1946 : 519 agents.

TROISIÈME QUESTION.

En présence de l'article 2 de l'arrêté-loi du 8 novembre 1944, portant transfert à l'Etat des biens meubles et immeubles de l'ex-C.N.A.A., on s'explique difficilement la nécessité des montants élevés (fr. 617,197-58 et 2,788,618-89) figurant au budget pour frais de première installation et acquisition de biens mobiliers inventoriés. J'aimerais connaître le détail de ces dépenses.

RÉPONSE.

Budget 1945.

A. — *Frais de première installation.*

En effet, une prévision importante ne se justifiait pas pour l'année 1945. Néanmoins, à la suite des nombreux déménagements en perspective à l'occasion d'une part, de la contraction des services et, d'autre part, de la réorganisation des services en province, une estimation de frais de fr. 3,117,197-58 avait été faite. Cette estimation a pourtant été réduite, in globo, de 2,500,000 francs, pour ne laisser subsister au budget que fr. 617,197-58, sur laquelle d'ailleurs, il n'a été dépensé que fr. 341,535-33.

B. — *Acquisition de biens mobiliers inventoriés.*

La D.G.M.P.A. pouvant disposer du mobilier et du matériel de l'ex-C.N.A.A., à première vue, des dépenses pour cette rubrique ne se justifiaient pas. Néanmoins, si la D.G.M.P.A. disposait de ce fait de tables, chaises, armoires, etc... en nombre plus que suffisant, il fallait cependant prévoir l'achat éventuel de mobilier et matériel spécial absolument indispensables, ainsi que le remplacement de matériel et d'installation téléphoniques.

Vous trouverez ci-dessous un tableau détaillé de ces dépenses.

Décomposition de l'article 301. — *Acquisition de biens mobiliers inventoriés.*

	Dépenses prévues	Dépenses effectuées
3010 Matériel de bureau	259,000.—	206,431.—
3011 Mobilier de bureau	1,620,426.19	1,184,212.19
3012 Matériel roulant	430,033.40	303,506.35
3013 Matériel spécial	70,285.30	36,645.30
3014 Installation téléphonique	351,124.—	86,139.—
3015 Bibliothèque	57,750.—	8,135.65
	2,788,618.89	1,825,069.49

Budget 1946.**A. — Frais de première installation.**

Tout comme pour l'année 1945, une prévision importante ne se justifiait pas. Néanmoins, à la suite des nombreux déménagements en perspective à l'occasion de la réorganisation des services en province et également de la contraction des services à Bruxelles, une estimation des dépenses de 750,000 francs a été faite. Sur cette prévision, il a été dépensé, au 31 mai 1946, 19,740 francs.

B. — Acquisition de biens mobiliers inventoriés.

La D.G.M.P.A. pouvant disposer du mobilier et du matériel de l'ex-C.N.A.A. à première vue, des dépenses pour cette rubrique ne se justifiaient pas. Cependant, il y avait lieu de prévoir l'achat éventuel de mobilier et de matériel indispensable, ne se trouvant pas parmi le mobilier et le matériel laissés par l'ex-C.N.A.A.. C'est pourquoi, d'ailleurs, en 1945, une prévision de fr. 2 millions 788,618-89 avait été faite.

Ces besoins étant plus réduits en 1946, une prévision de 310,500 francs seulement était faite.

Il y a pourtant eu lieu, dans le courant de l'année, d'augmenter cette prévision de 65,000 francs et ce, au détriment d'un autre article budgétaire, afin de permettre l'achat d'une machine à calculer spéciale, destinée à l'O.C.R.A.

Vous trouverez ci-dessous, un tableau détaillé de ces dépenses.

Décomposition de l'article 301. — Acquisition de biens mobiliers inventoriés.

	Dépenses prévues	Dépenses effectuées
3010 Matériel de bureau	140,300.—	66,561.—
3011 Matériel de bureau	47,733.—	227.—
3012 Matériel roulant	110,000.—	—
3013 Matériel spécial	25,800.—	5,896.—
3014 Installation téléphonique	30,849.—	—
3015 Bibliothèque	20,818.—	2,630.75
	375,500.—	75,314.75

QUATRIÈME QUESTION.

Que représentent les postes :

- a) « Frais de locaux » (fr. 14,488,975-10 pour l'administration);
- b) « Frais de bureaux » (fr. 24,280,083-93)?

Budget 1945.**RÉPONSE.****a) Frais de locaux (article 303).**

Cette somme de fr. 14.488,975-10, prévue au budget « Utilité générale », représente la prévision pour loyers, entretiens, etc... de tous les locaux occupés par la D.G.M.P.A., aussi bien pour l'Administration centrale que pour les services de province. Cette prévision se décompose comme suit :

	Prévisions	Dépenses effectuées
a) Articles budgétaires :		
3030 Loyer	6,500,000.—	5,646,812.35
3031 Electricité, chauffage, eau gaz	4,040,946.30	2,057,364.36
3032 Taxes	350,000.—	285,562.96
3033 Entretien et réparation	2,901,203.85	2,437,669.11
3034 Assurances	143,673.95	59,555.95
3035 Dédommagements	500,000.—	235,853.20
3039 Divers	53,151.—	16,508.50
	14,488,975.10	10,739,326.43
b) Frais de bureau (article 304) :		
3040 Fournitures de bureau		5,304,629.61
3041 Imprimés		9,882,513.16
3042 Téléphones et télégrammes		3,054,116.31
3043 Location et entretien du matériel et mobilier de bureau. . .		2,169,027.35
3044 Documentation et abonnements aux journaux		280,923.—
3045 Frais d'affranchissement		961,959.60
3046 Timbres fiscaux		2,003,616.—
3047 Frais d'encaissement		522,300.—
3049 Divers		40,998.90
		24,280,083.93

Budget 1946.*a) Frais de locaux (article 303).*

Cette somme de 9,385,000 francs, prévue au budget sous la rubrique « Administration centrale », représente la prévision pour loyers, entretien, etc... de tous les locaux occupés par la D.G.M.P.A., aussi bien pour l'Administration centrale que pour les services en province. Cette prévision était même très réduite du fait que le Département prévoyait qu'après les trois premiers mois, les loyers des locaux et les frais de grosses réparations seraient pris en charge par le Ministère des Travaux Publics. Ceci d'ailleurs a eu lieu à partir du 1^{er} avril 1946.

Cette prévision se décompose comme suit :

Articles budgétaires	Prévisions	Dépenses effectuées
3030 Loyers	3,100,000.—	2,584,114.50
3031 Electricité, chauffage, eau, gaz . . .	2,128,200.—	648,625.22
3032 Taxes	350,000.—	176,201.80
3033 Entretien et réparations	3,369,000.—	2,291,551.42
3035 Dédommagements	400,000.—	289,413.75
3039 Divers	37,800.—	1,370.—
	9,385,000.—	5,991,276.69

Commentaire du rapporteur.

On pourrait discuter la prise en charge par le budget ordinaire des Travaux Publics des loyers et frais de grosses réparations de la Direction Générale. Cette imputation constitue une dérogation à l'autonomie accordée à la Direction Générale. Il s'agit d'ailleurs ici d'un service très spécial qui est censé vivre sur ressources propres, lesquelles se trouvent augmentées indirectement du fait du recours au budget des Travaux Publics pour le paiement des dépenses dont il s'agit.

b) *Frais de bureau* (article 304).

	Prévisions	Crédits utilisés
3040 Fournitures de bureau	2,550,381.75	184,807.38
3041 Imprimés	4,062,005.—	766,047.50
3042 Frais téléphone et télégraphe	1,997,308.—	798,568.15
3043 Location et entretien du matériel et mobilier de bureau	1,464,250.—	860,752.95
3044 Documents et abonnements aux journaux.	176,325.—	16,883.10
3045 Frais d'affranchissement	280,020.—	54,170.05
3046 Timbres fiscaux	59,800.—	10,030.65
3047 Frais d'encaissement	84,500.—	27,793.23
3049 Divers	39,358.25	443.50
	10,713,948.—	2,719,496.51
Transfert budgétaire de l'article 304 à 301 .	65,000.—	
Transfert budgétaire de l'article 304 à 305 .	150,000.—	
(Ces transferts budgétaires ont eu lieu à la suite de décisions ministérielles).		
	10,928,948.—	

CINQUIÈME QUESTION.

Des crédits pour transport figurent à la fois sous la rubrique 308 et sous la rubrique 310. Quelle distinction faut-il faire entre ces deux articles?

Je désire recevoir un tableau indiquant par catégorie (voitures de voyageurs, camionnettes, camions) les voitures automobiles à la disposition de cette administration.

RÉPONSE.

Budgets 1945 et 1946.

1. La rubrique 310 prévoit en son article 3100 les frais d'autos exposés par le charroi automobile de la D.G.M.P.A., tandis que la rubrique 308 prévoit en son article 3087 les autres frais de transport et de déménagement.

Tableau des voitures automobiles à la disposition du garage.

	Au 1 ^{er} -1-1945	Au 31-12-1945	A ce jour
Voitures : Etat	85	74	41
réquisitionnées	162	22	7
location	30	—	—
Camions et camionnettes :			
Etat	15	7	7
réquisitionnés	21	6	4

SIXIÈME QUESTION.

Que représentent les articles « Objets destinés à la revente » et « Manquants et Pertes »?

Dans quelles conditions se fait la revente des objets dont il s'agit?

Quel comptable est chargé de la recette?

RÉPONSE.

Objets destinés à la revente (article 315).

Cet article comprend les prévisions d'achat de tous les imprimés que la D.G.M.P.A. met à la disposition des cultivateurs, producteurs ou intermédiaires.

Les dépenses de cette nature ne peuvent être l'origine d'une spéculation. Le budget des recettes prévoit l'encaissement du produit de la vente de ces imprimés dont le prix de vente ne peut comporter que le prix d'acquisition et les frais généraux strictement relatifs à la distribution.

C'est la D.G.M.P.A. elle-même qui encaisse les recettes qui sont prévues au budget.

Manquants et pertes (article 316).

Prévision faite pour imputation de manquants éventuels par suite de vols d'espèces en caisses ou d'objets pris en location.

SEPTIÈME QUESTION.

L'immeuble dont il s'agit au compte 318 appartient-il à l'Etat?

Où est-il situé?

RÉPONSE.

Cette prévision n'a pas été faite en vue de transformations à apporter à un immeuble appartenant à l'Etat.

Le budget de la D.G.M.P.A. étant subdivisé en plusieurs sous-budgets et ce, à l'effet de serrer la réalité de plus près, tant au point de vue de l'élaboration du budget qu'au point de vue de la surveillance des dépenses, il a été nécessaire de prévoir cette dépense pour l'imputation des frais d'aménagement de locaux dans des immeubles momentanément inoccupés par des services.

HUITIÈME QUESTION.

Qu'entend-on par « Service pour ordre » (Budget 1945 : fr. 502,355,444-32) (Budget 1946 : 100,000,000 de francs)?

RÉPONSE.

Il s'agit de la prévision de recettes et de dépenses de fonds à destination spéciale; fonds de compensation et d'égalisation créés par l'ex-C.N.A.A. et provisoirement tenus en vigueur par l'arrêté du 8 novembre 1944.

En outre, toutes les autres opérations en recette ou en dépense, n'englobant pas les recettes et les dépenses budgétaires, sont prévues sous cette rubrique.

Les dépenses ne pouvant dépasser les recettes, il y a nécessairement équilibre entre les dépenses et les recettes prévues.

Commentaires du rapporteur.

Les renseignements donnés sont peu explicites. De quels fonds à destination spéciale s'agit-il? Quelles sont les recettes et les dépenses à couvrir? En quoi consistent ces fonds de compensation et d'égalisation créés par l'ex-C.N.A.A.?

Il n'a pas été répondu à la question tendant à connaître le détail des opérations effectuées à charge de ces crédits.

NEUVIÈME QUESTION.

Je désire connaître également le montant de l'excédent bénéficiaire des résultats budgétaires de l'ex-C.N.A.A. dont question à l'article 5 de l'arrêté portant budget de la Direction Générale.

RÉPONSE.

Budget 1945.

Cet excédent budgétaire bénéficiaire s'élevait, au 31 décembre 1944, à fr. 220,789,894-69, montant comprenant les recettes à l'encaissement. Certaines de ces recettes ayant été annulées par décision ministérielle, mais le Collège des Liquidateurs n'ayant pas déterminé le montant exact de celles-ci, la comptabilité renseigne un montant trop élevé.

Au 31 décembre 1944, un relevé des avoirs nets des services issus de l'ex-C.N.A.A. a été établi par le Service des Finances, donnant un montant net de fr. 102,915,668-75.

Budget 1946.

Il s'agit ici d'une confusion entre le budget pour l'année 1945 et celui pour l'exercice 1946, puisque, en 1946, l'article 1^{er} prévoit : « Pour couvrir les dépenses d'administration de la D.G.M.P.A. afférentes à l'exercice 1946, sont ouverts les crédits repris ci-après, d'un montant total de 376,782,000 francs ».

En effet, l'excédent budgétaire de l'ex-C.N.A.A. qui s'élevait, approximativement, comme établi dans la réponse au précédent questionnaire, à fr. 102 millions 915,668-75, a été utilisé en 1945.

La totalité des crédits prévus, diminuée des recettes prévues devait donc être couverte par une ouverture de crédit.

TITRE II.

Le titre II du budget comporte les dépenses sur ressources spéciales soumises au visa préalable de la Cour des Comptes.

Votre rapporteur a posé les questions reproduites ci-après, avec les réponses données pour les départements intéressés.

Exercice 1945.*Véhicules cédés par les armées alliées.*

ART. 241. — « Recouvrement, en vue de sa répartition ultérieure, du prix des véhicules cédés par les armées alliées et restaurés par le Ministère des Affaires Economiques pour les besoins de l'Economie Nationale » : 100,000,000 francs.

La note figurant à la page 33 du budget est fort laconique.

Je voudrais connaître l'organisation du service en cause. Celui-ci ne fait-il pas double emploi avec l'Office d'aide mutuelle?

Prière de me faire connaître le montant des recettes et des dépenses effectuées à charge de cet article en 1945.

RÉPONSE.

Le Service de Réparation des Véhicules Alliés récupérés « SERVAR » est organisé par l'arrêté du Régent du 28 juillet 1945, inséré au *Moniteur belge* des 5-6-7 août 1945, page 4950.

Ce Service a été repris le 1^{er} janvier 1946 par l'Office d'Aide mutuelle « O. M.A. », étant chargé d'une mission temporaire pour compte de cet Office. Il est mis en liquidation depuis le 31 mai dernier.

Il a été prévu que le montant des recettes de SERVAR serait versé au budget pour ordre pour le cas où l'autorité alliée réclamerait la contrevaletur des véhicules cédés, le solde éventuel des recettes devant être versé au budget des Voies et Moyens, en compensation des frais de fonctionnement du service.

Les recettes de SERVAR s'élèvent, au 31 mai 1946, à fr. 99,576,930-73 et concernent toutes l'exercice 1945. Il reste à percevoir fr. 7,732,150-50, dont 7,705,979 francs à charge de divers Ministères.

Les dépenses de fonctionnement de SERVAR sont imputées à charge de l'article 42 du budget des Affaires Economiques pour 1945. Leur montant atteint actuellement fr. 17,316,180-91.

Produit de la vente des charbons allemands et du bois de mines.

ART. 242. — « Produit de la vente des charbons allemands ».

Je désire connaître la quantité de charbons reçus en 1945 et le produit de la vente.

Je pose la même question en ce qui concerne l'article 243 « Produit de la vente de bois de mines ».

RÉPONSE.

1. — La quantité de charbon allemand importée en 1945 est de 1,034,746 T.;

Le produit de la vente de ces charbons s'élève à fr. 354,236,813-20 et se décompose comme suit :

Valeur du charbon	fr. 349,503,093 »
Taxe de raccordement	50,504 20
Assurance	80,642 »
Taxe de transmission et de facture	4,602,574 »
	Fr. 354,236,813 20
	=====

Les opérations financières relatives aux importations des charbons étant assumées par l'Office d'Aide mutuelle, aucune recette ni dépense ne sera imputée sur cet article du budget pour ordre.

2. — Seules rentrent dans le cadre de l'article 242 du budget pour ordre les quantités de bois de mines provenant d'Allemagne, soit 14,752 mètres cubes correspondant à une valeur de 6,933,440 francs.

Il est à noter que cette dernière somme comprend le prix du bois sur pied à payer aux autorités alliées, qui ont mis les coupes à la disposition du Département des Affaires Economiques, pour le compte duquel elles ont été exploitées par les Corps Forestiers Militaires.

Exercice 1946.

Adjonctions budgétaires.

ART. 236 et 241. « Orchestre National — Fonds pour les relations culturelles belgo-néerlandaises ».

Il s'agit ici d'une adjonction budgétaire portant dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846.

Ces dispositions additionnelles sont à rejeter comme contraires à la bonne technique législative.

Quelles sont les raisons justifiant cette dérogation et l'allocation d'avances de fonds aussi élevées?

RÉPONSE.

L'Administration devra procéder à l'augmentation du « plafond » des avances de fonds prévues par la loi sur la Cour des Comptes. Il y a cependant lieu d'attendre que l'évolution économique actuelle permette de déterminer dans quelle mesure ce maximum doit être relevé. Dans l'entretemps, force est de prévoir une dérogation à la règle comptable chaque fois que les faits la rendent indispensable.

ART. 236. — « Orchestre National de Belgique ».

Toutes les dépenses de l'O.N.B., sans exception, sont réglées sur fonds avancés et il est à prévoir que les dépenses annuelles de l'O.N.B. atteindront 4,000,000 de francs.

Afin de ne pas augmenter à l'excès le nombre des demandes d'avances de fonds à soumettre au visa de la Cour des Comptes et le nombre de comptes justificatifs à rendre à ce Haut Collège, il est nécessaire de porter de 300,000 à 500,000 francs le plafond des avances à consentir au Trésorier.

Cette mesure permettra de limiter à 8 par an le nombre des avances de fonds et des comptes.

ART. 241. — « Fonds pour les relations culturelles belgo-néerlandaises ».

En exécution de l'accord culturel signé entre la Belgique et les Pays-Bas, le Fonds belge paye les frais d'organisation de manifestations culturelles hollandaises en Belgique et en perçoit les recettes. Réciproquement, le Fonds hollandais paye les manifestations culturelles belges aux Pays-Bas et en perçoit les recettes.

Les dépenses dont le paiement ne peut, la plupart du temps, être différé, dépassent souvent *en un jour* la limite de 200,000 francs.

Il s'ensuit que le plafond des avances de fonds à faire au Trésorier a dû être rehaussé pour permettre au Fonds culturel belgo-néerlandais d'honorer ses engagements.

Exploitations autonomes.

En annexe au budget pour ordre de l'exercice 1945 sont publiés les bilans et les comptes de profits et pertes de certaines exploitations autonomes relevant du Ministère de l'Instruction Publique et du Ministère de la Justice.

Le budget de l'exercice 1946 ne contient pas cette documentation.

A propos de ces exploitations autonomes, votre rapporteur attire l'attention sur un article publié au 101^e cahier d'observations de la Cour des Comptes (pages 151 et 152).

Il en appert que ces établissements se font des prêts l'un à l'autre sans que les autorisations prescrites aient été données. La Cour des Comptes estime que ces prêts ont pour conséquence de maintenir en vie des organismes qui ne peuvent faire face à leurs besoins au moyen de leurs recettes propres et de soustraire au contrôle du Parlement l'utilisation de fonds du Trésor.

Votre Commission exprime le désir que le Ministre des Finances fasse examiner attentivement cette question. L'autonomie octroyée à ces institutions ne doit pas servir à couvrir des abus.

Les budgets ont été approuvés par 8 voix contre 7.

En conséquence, votre Commission vous propose de les adopter.

Le présent rapport a été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

BELGISCHE SENAAT

—
BUITENGEWONE ZITTING 1946

—
COMMISSIEVERGADERING VAN 6 NOVEMBER 1946.

**Verslag namens de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van de Begroo-
ting van Ontvangsten en Uitgaven voor Order : a) voor het dienstjaar 1945;
b) voor het dienstjaar 1946.**

*(Zie de n^{rs} 4-XXII (zitting 1944-1945), 4-XXIV (zitting 1945-1946), 87, 237
(buitengewone zitting 1946) en de Handelingen van de Kamer der Volksver-
tegenwoordigers, vergaderingen van 6, 13 Juni en 31 October 1946.)*

Aanwezig : de hh. VAN OVERBERGH, voorzitter ; ALLEWAERT, BOUILLY, DE
BRUYNE (V.), DELMOTTE, DE SMET (P.), HARMEGNIES, LOGEN, RONVAUX,
SCHOT, VAN LAEYS, VAN STEENBERGE, VAN ZEELAND, VERMEYLEN en
A. DOUTREPONT, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De aan uw onderzoek voorgelegde begrooting behelst twee titels :

I. — DERDENGELDEN.

a) Gelden van derden in de Schatkist gedeponneerd en waarover beschikt
wordt door tusschenkomst van den Minister van Financiën;

b) Door derden in de Schatkist gedeponneerde gelden waarvan de terugbetaling
rechtstreeks geschiedt door de rekenplichtigen die dezelve ontvangen hebben.

In dezen titel gaat het over de toepassing van artikel 24 der wet van 15 Mei
1846, tot inrichting van de Rijkscomptabiliteit en luidende dat « alle betalingen
of terugbetalingen te doen buiten de goedkeuringen voor de algemeene uitgaven
van den Staat geschieden op de bijzondere en particuliere fondsen ingesteld
voor de diensten die zij behelzen, ten bedrage van de invorderingen te hunnen
bate gedaan ».

Sommige posten van dezen titel der begrooting hebben meer bepaald onze
aandacht gaande gemaakt.

Krediet van 4 1/2 milliarden.

Wij vermelden eerst het artikel 47, dat luidt : « 's Lands ravitailleering,
rekening voor order, 4,500,000,000 frank ». Wij hebben hieromtrent den Minister
van Ravitailleering ondervraagd en hebben sommige inlichtingen ontvangen.
Wij verwijzen dienaangaande naar de uiteenzetting van uw verslaggever in

zake deze kwestie bij het onderzoek van de begrooting van Financiën. Zij luidt als volgt :

« Bij artikel 47 der begrooting voor order voor 1945 komt een post voor van 4.500.000.000 frank met de volgende bewoordingen « s' lands ravitailleering. — Rekening voor order ».

» Is deze post ook bestemd om de verrichtingen te boeken van de economische zendingen die afhangen van den h. Kronacher?

» Ik zou, bovendien, enkele verduidelijkingen willen verkrijgen over de juiste draagwijdte van artikel 47. Ik heb destijds gevraagd dat de verrichtingen der economische zendingen zouden ondergebracht worden in de begrooting voor order, zienswijze waarbij de h. Kronacher zich had aangesloten. Het is derhalve mogelijk dat de inschrijving van dit artikel gedeeltelijk bestemd zou zijn om in te gaan op mijn wenk.

» Daar de Commissie van Financiën mij, in mijn hoedanigheid van verslaggever der begrooting, een vraag heeft gesteld betreffende de verrichtingen der economische zendingen en hun inschrijving in de begrooting voor order, verzoek ik U deze kwestie bij hoogdringendheid te willen onderzoeken. »

ANTWOORD VAN DEN MINISTER.

« De post, vermeld onder artikel 47 van de begrooting voor order als « 's Lands ravitailleering — Rekening voor order » (fr. 4.500.000.000), is bestemd om, voor hetgeen het Ministerie van Ravitailleering betreft, zoowel de verrichtingen van invoer, verwezenlijkt ter uitvoering van het militair programma als die gedaan door de economische zendingen, die afhangen van den h. Kronacher, op te tekenen.

» Aanvankelijk was de post van artikel 47 der begrooting voor order bestemd om eensdeels den aankoopprijs van de ingevoerde koopwaren te boeken en anderdeels hun verkoopprijs, het verschil in min zou dan aangevuld worden door een krediet voorzien bij artikel 39 van de begrooting van het Ministerie van Ravitailleering.

» De Handelsdienst van Ravitailleering (O.C.R.A.) gesticht zijnde, is het dit organisme dat zich belast met het subsidieeren der verrichtingen van aankoop en verkoop van ingevoerde goederen en het tijdelijk kredietsaldo dezer verrichtingen werd op rekening van artikel 47 der begrooting voor order gestort.

» Dit kredietsaldo wordt verklaard door het feit dat de facturen van de economische zendingen met een zekere vertraging bij de O.C.R.A. ingediend worden, wanneer dit organisme de opbrengst van den verkoop der goederen, waarop de facturen betrekking hebben, reeds geïnd heeft.

» Er zal een oogenblik komen waarop, nadat de O.C.R.A. aan de economische zendingen het grootste deel der hem voorgelegde facturen terugbetaald heeft, het saldo van artikel 47 tekort zal boeken; dit tekort zal dan aangezuiverd worden door overschrijving van het krediet, met dat doel in artikel 39 van de begrooting van het Ministerie van Ravitailleering ingeschreven. »

Commentaar.

Uit dit antwoord blijkt dat de post van artikel 47 der begrooting voor order slechts een gedeelte vermeldt van de aankoop- en verkoopverrichtingen gedaan

door de economische zendingen, die afhangen van den h. Kronacher, te weten die betreffende 's lands ravitailleering.

De wenk, uitgedrukt door de Commissie van Financiën en waarvan daar even is gerept, bedoelde al de verrichtingen en niet uitsluitend die betreffende de eigenlijk gezegde eetwaren.

Aan den anderen kant schijnt het dat, zelfs voor hetgeen de ravitailleering betreft, artikel 47 slechts het saldo der verrichtingen zal boeken, saldo dat tijdelijk batig is.

Het overige van de verrichtingen, 't is te zeggen de hoofdzaak, wordt gedragen door den Handelsdienst van Ravitailleering.

De financiering der verrichtingen van dezen dienst wordt verzekerd, niet door de Schatkist rechtstreeks doch door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet.

Kortom, het blijkt dat de toevoeging aan de begrooting voor order van alle eenigerlei welke verrichtingen der economische zendingen niet verwezenlijkt is. Het geldt ten deze een fonds van meer dan twintig en een half milliard.

De h. Minister gelieve daaromtrent uitleg te geven en te zeggen om welke redenen de wenk van de Commissie van Financiën, waarbij de Senaat zich trouwens heeft aangesloten in den loop zijner vergadering van 27 December 1945, niet verwezenlijkt werd.

Bedoelde wenk alleen maakt volledige en doelmatige contrôle mogelijk.

* * *

Uw verslaggever heeft den Minister verzocht hem het bedrag te kennen te geven van de verrichtingen verwezenlijkt als ontvangsten en als uitgaven ten laste van dezen post van 4,500,000,000 frank.

Hem werd geantwoord dat « de post van 4,500,000,000 frank, vermeld bij artikel 47 van de begrooting voor order voor 1945, als uitgaven een raming betreft van het verlies dat moet voortvloeien zoowel uit de verrichtingen van invoer gedaan volgens het militair programma, als die van de economische zendingen van den h. Minister Kronacher en, als inkomsten, de stortingen te doen als tegenwaarde van de uitgaven door rechtstreeksche afschrijving ten laste van de begrooting van het Ministerie van Ravitailleering.

» Tot heden werd nog geen enkele verrichting, als ontvangsten, noch als uitgaven gedaan ten laste van dezen post van 4,500,000,000 frank.

» Het is nog niet mogelijk de prijzen te bepalen die zullen betaald worden voor de goederen, ontvangen in uitvoering van het militair programma, daar de onderhandelingen met de geallieerde overheden nog altijd aan den gang zijn; in zake, de goederen ingevoerd door de economische zendingen in 1945, zal het verschil tusschen de aankoop- en verkoopprijzen, thans op 1 milliard 957,600,000 frank geraamd, waarschijnlijk 2 milliarden niet bereiken. »

Uw verslaggever heeft bovendien doen opmerken dat de artikelen 46 en 47 vermelden, dat het noodig geoordeeld werd de Schatkist te machtigen de voorschotten toe te staan die de bedoelde verrichtingen zouden noodig maken.

Daar dergelijke machtiging slechts door de Wetgevende Kamers kon gegeven worden, werd de vraag gesteld krachtens welke wet deze machtiging werd verleend.

Hem werd geantwoord :

« De bepaling van de artikelen 46 en 47, waarbij het noodig geoordeeld werd de Schatkist te machtigen voorschotten toe te staan, werd slechts ingelascht om de stijving mogelijk te maken van de rekeningen krachtens bedoelde artikelen geopend, in geval zij een tekort vertoonen; tot dusver heeft dit geval zich nog niet voorgedaan.

» Tot heden heeft geen enkele wet machtiging verleend voorschotten door de Schatkist te laten doen; ook is het slechts na de goedkeuring van de begrotingswet van het Ministerie van Ravitailleering dat dergelijke voorschotten zouden kunnen toegestaan worden. »

ALLERHANDE VRAGEN.

Begrooting 1945.

Voor andere artikelen hebben wij vragen gesteld aan den Minister van Financiën. Zij betreffen :

a) 1^o In artikel 161 van de begrooting voor order voor het dienstjaar 1945 komt een post voor : « Refter van het Ministerie van Financiën » : 1,400,000 fr.

Ik zou de beteekenis van dat bedrag willen kennen. Betreft het hier het zakencijfer van den refter, d.w.z. het vermoedelijk bedrag der ontvangsten en uitgaven in 1945?

Welk was het werkelijk bedrag der ontvangsten en uitgaven van dezen refter in 1945?

2^o Om welke redenen omvat de begrooting voor order geen post voor de refters der andere ministerieele departementen, en inzonderheid voor dien van Economische Zaken, van Volksgezondheid, van het Bestuur der Posterijen, enz.?

ANTWOORDEN.

Ministerie van Financiën.

De post « Refter van het Ministerie van Financiën » : 1,400,000 frank, die voorkomt in artikel 161 van de begrooting voor order voor het dienstjaar 1945, vertegenwoordigt inderdaad het vermoedelijk bedrag van de ontvangsten en uitgaven van den refter in 1945.

Het werkelijk bedrag van de in 1945 verrichte ontvangsten beloopt fr. 1 miljoen 616,104-35.

Het werkelijk bedrag van de uitgaven beloopt fr. 1,717,760-05. Deze som omvat de waarde van de op 31 December 1945 voorradige levensmiddelen.

Economische Zaken.

Het Ministerie van Economische Zaken heeft den refter overgenomen die vroeger beheerd werd door het « Tehuis Leopold III », een privaat organisme.

Het Departement neemt voor zijn rekening alle op zijn begrooting uitgetrokken uitgaven voor personeel en materieel, terwijl de andere uitgaven gedekt worden door den prijs der maaltijden. Die prijs wordt, direct na ontvangs, besteed

voor den aankoop van levensmiddelen en voorraden. Daar de prijs matig werd vastgesteld, en derwijze dat de ontvangsten opwegen tegen de uitgaven, beschikt de refter over geen enkele reserve die in de begrooting voor order zou kunnen gestort worden.

Ministerie van Verkeerswezen.

Geen enkel krediet werd op de begrooting voor order uitgetrokken uit hoofde van de werking der cantines van de Post. Deze worden beheerd door Gemengde Comité's samengesteld uit afgevaardigden van het Bestuur en van het personeel en worden gesubsidieerd door het Departement.

De hiertoe benodigde kredieten, 200,000 frank, werden dan ook ingeschreven op artikel 56 van het ontwerp van gewone begrooting (Verkeerswezen voor 1946).

Bovendien is de oprichting van cantines voorzien in het programma der sociale werken, waarvoor een krediet van 10 miljoen voorkomt in artikel 44 van bovenvermeld begrootingsontwerp.

Commentaar van den verslaggever.

Het antwoord wijst op een verwarring. De algemeene kosten der refters worden gedekt door een toelage of worden integraal gedragen door de begrooting van het betrokken Ministerie (zie begrootingen van Financiën en van Economische Zaken). Voor het bestuur der Posterijen vinden wij een krediet van dien aard op de gewone begrooting van Verkeerswezen en, aan den anderen kant, wordt een gedeelte van het krediet bestemd voor de sociale werken en ingeschreven onder artikel 44, voor hetzelfde doel gebruikt. Dit is regelmatig. Doch uw verslaggever wou door zijn vraag niet die aanduiding bekomen. Het gaat hier, eensdeels, om ontvangsten door de refters verricht uit verschillenden hoofde inzonderheid door den prijs der maaltijden, verkoop van afval, enz., en anderdeels, uitgaven voor levensmiddelen, enz. Het Ministerie van Financiën houdt de comptabiliteit van die ontvangsten en die uitgaven door bemiddeling van een fonds voor order (art. 161 van de begrooting 1945), wat normaal is.

De vraag rijst waarom de andere departementen niet evenzoo handelen?

B) Waarborgfonds tot dekking van het beheersrisico.

ART. 32. — « Waarborgfonds tot dekking van het risico dat de Staat op zich neemt van het Beheer der gewestelijke gemeenteontvangers. »

Ik verzoek U eenige opheldering te verstrekken omtrent de opnemings van dat artikel in de begrooting voor order, inzonderheid over den aard van het risico dat de Staat op zich neemt uit hoofde van het beheer der gewestelijke gemeenteontvangers?

ANTWOORD.

Ingevolge het beheer der gewestelijke gemeenteontvangers is de verantwoordelijkheid van den Staat in de plaats gekomen van die der gemeenten, in geval van een tekort in de gemeentekas.

Hieruit vloeien twee gevolgen voort : eensdeels, toewijzing aan den Staat van het voorrecht op de borgstelling van den gewestelijken gemeenteontvanger, wanneer de borgtocht in geld is verstrekt, en anderdeels, de stichting van een

waarborgfonds ter dekking van het risico, dat de Staat ten overstaan van de gemeente draagt in verband met het geldelijk beheer van de gewestelijke gemeenteontvangers.

Ter toepassing van deze beginselen werden de koninklijke besluiten van 16 Maart 1935 en 21 Augustus 1939 genomen, welke bepalen :

1^o dat het Waarborgfonds als derdengeld wordt uitgetrokken op de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor order;

2^o dat het Waarborgfonds gestijfd wordt door de gemeenten welke een gewestelijken ontvanger hebben, zulks ten bedrage van fr. 0-50 per duizend van de gewone ontvangsten;

3^o dat het bedrag van de jaarlijksche premie van elke gemeente door den gouverneur wordt vastgesteld;

4^o dat de storting aan het Waarborgfonds uiterlijk op 1 December van ieder jaar moet geschieden;

5^o dat het Waarborgfonds zal bijdragen in de terugbetaling aan de gemeenten:

a) van het ten laste van den faillieerenden en insolventen gewestelijken ontvanger gebleken tekort;

b) van de kosten van expertise, die een bestendige deputatie zou moeten laten verrichten om het debet van den faillieerenden en insolventen gewestelijken gemeenteontvanger te doen bepalen.

Teruggekregeu sommen.

ART. 38, 180, 188, 201. — Teruggekregeu sommen op in Frankrijk verleende voorschotten.

Om welke reden zijn vier artikelen onder eenzelfde redactie ingeschreven?

Als het in de artikelen 180, 188 en 201 toch gaat over het uitkeeren van voorschotten door de rekenplichtigen van de betrokken besturen, volstaat het dan niet ze aan te zuiveren door de terugbetalingen welke thans verricht worden door degenen die de voorschotten verkregen hebben, zonder ze in de begrooting voor order te moeten opnemen?

ANTWOORD.

De besturen der ontvangsten zijn, ieder voor zoover hem betreft, belast met de terugverkrijging van de voorschotten op wedde, aan de leden van hun personeel tijdens den uittocht van 1940 verleend door de diensten van de Schatkist.

Deze terugverkregen sommen worden als ontvangsten geboekt in de schrifturen van de rekenplichtigen die met de terugverkrijging belast zijn, en vormen een ontvangst voor order.

Ieder bestuur bezit, voor het gemak van de contrôle op de begrooting voor order, een eigen hoofdstuk voor zijn verrichtingen; het is dus normaal dat dergelijke verrichtingen van verschillende besturen worden vermeld naast eenzelfde redactie, maar onder verschillende hoofdstukken van de begrooting voor order.

Materieel en uitrusting voor de organisatie van het wegvervoer.

ART. 194. — Materieel en uitrustingsbenodigdheden voor de organisatie van het wegvervoer : 1 milliard frank.

De nota op bladzijde 32 van de begroting is zeer lakonisch.

Ik zou de organisatie van den betrokken dienst willen kennen. Heeft deze niet dezelfde opdracht als de dienst voor onderlinge hulpverlening?

Verzoek mij te laten weten hoeveel ten laste van dit artikel in 1945 ontvangen en uitgegeven werd. ?

ANTWOORD.

De geallieerde legerautoriteiten hebben voor België een aantal autobanden en een aantal voertuigen beschikbaar gesteld om in het tekort aan vervoermiddelen op den weg te voorzien, dat na de bevrijding bestond.

De zorg voor de uitdeeling van dat materieel werd toevertrouwd aan het Departement van Verkeerswezen — Algemeene Directie van het vervoer.

De banden werden overgedragen aan Belgische vervoerders tegen hun waarde in den handel (berekend door specialisten) en de vrachtwagens werden verhuurd tegen een dagelijksche vergoeding van 95 frank voor de wagens van 3 ton en 135 frank voor de wagens van 6 ton.

De ontvangsten uit deze verrichtingen komen niet toe aan den Staat — vermits het materieel hem niet toebehoort — en daar het Departement van Verkeerswezen niet wist welke overheid bevoegd was om de opbrengst daarvan te ontvangen, was het wel verplicht te vragen, dat een rekening op de begroting voor order zou worden geopend ten einde het grondwettelijk beginsel te eerbiedigen volgens hetwelk alle ontvangsten en uitgaven van den Staat uit de rekeningen moeten blijken.

Immers, daar de ontvangst niet toekwam aan den Staat, kon zij niet worden geboekt in de begroting van 's lands middelen en moest zij dus blijken als een fonds van derden.

Het Departement van Verkeerswezen is thans schriftelijk in verbinding met den Dienst voor onderlinge hulpverlening ten einde te weten te komen aan wie de betrokken opbrengst werkelijk moet afgedragen worden. Tot heden is echter nog geen oplossing gevonden.

Einde December jl. bedroegen de ontvangsten :

voor de banden : 2,742,302 frank;

voor de vrachtwagens : fr. 34,666,932-70.

De uitgaven :

voor de banden : fr. 22,114-80;

voor de vrachtwagens : niets.

Voorschotten voor fiscale zegels : 1,545,750 frank.

Wij hebben eveneens ophelderingen gevraagd over zekere kredieten betreffende de begroting 1946.

Oorlogsbuit.

1^o ART. 19. — Ontvangsten gedaan door de ontvangers der Domeinen in zake oorlogsbuit, 50 miljoen frank.

Het gaat hier om ontvangsten voortkomende van de verkoop van oorlogsmaterieel, waarvoor ik dacht dat O.M.A. een monopolie had. Ik vernam graag de respectieve bevoegdheden van laatstgenoemden dienst en van de ontvangers der Domeinen op dit gebied.

ANTWOORD.

Het Bestuur der Domeinen is belast met het te gelde maken van het door de Duitschers in België achtergelaten en door de geallieerde militaire overheden vrijgegeven oorlogsmaterieel.

De O.M.A. houdt zich bezig met den verkoop van het materieel voortkomend van de geallieerde legers.

Commentaar.

Welke zijn de redenen van dit onderscheid? De vraag rijst of het niet beter ware geweest de ontvangers der Domeinen te belasten met al de verkoopverrichtingen van materieel dat hetzij als oorlogsbuit, hetzij als voortkomende van de geallieerde legers beschouwd wordt, in plaats van een parastataal organisme in het leven te houden, waarop de contrôle meer en meer ondoeltreffend blijkt.

Terugbetaling van wedden, soldij, enz. der Belgische eenheden.

ART. 40. — Terugvordering, voor rekening van de Engelsche Regeering van de tegenwaarde der fondsen door het Britsch leger ter beschikking gesteld van de rekenplichtigen der Belgische militaire eenheden die zich op vreemden bodem, Groot-Brittannië uitgezonderd, bevinden » : 100 miljoen frank.

Het ware mij aangenaam enkele aanvullende verklaringen te verkrijgen, vooral omtrent de noodzakelijkheid van de tusschenkomst van een fonds voor order voor de terugbetaling van de wedden, soldijen, enz., en omtrent de bevestiging dat deze handelwijze voor uitslag zal hebben de overlegging en het nazicht van het beheer en de gelden te normaliseeren.

ANTWOORD.

Alles laat verhoppen dat de voorschotten door de Britsche overheden toegestaan voor de betaling der wedden, soldijen, enz., aan de Belgische eenheden die in Duitschland gestationneerd zijn, het voorwerp zullen uitmaken van een uiteindelijke regeling tusschen beide regeeringen.

Het is evenwel weinig doelmatig gebleken aanzienlijke uitgaven te handhaven naast de begrooting waarbij zij voorzien worden. Aldus zou men trouwens het voorkomen van de begrooting en de rekeningen in een valsch daglicht stellen.

Het werd dan ook verkieslijk geoordeeld de begrooting te treffen van het jaar dat op de uitgave slaat. Het eenig practisch middel mogelijk lag in de inschrijving, in de begrooting voor order, van een bijzonder artikel dat geleide-

lijk gekrediteerd zou worden bij middel van overschrijvingsordonnantien in de geschriften van de Thesaurie, ingeschreven op de begrooting van Landsverdediging.

Bij de uiteindelijke regeling tusschen beide regeeringen zou aldus de begrooting voor order, in verhouding gestijfd, aangesproken moeten worden.

Dienstoverbrenging.

ART. 49. — « Diensten van de Algemeene Directie van de Mobilisatie der Landbouwproducten overgenomen door het Departement van Landbouw. Ontvangsten en uitgaven » : 38,770,000 frank.

Gelieve mij den datum te willen kenbaar maken van het *Staatsblad* waarin het besluit van den Regent, dat deze overdracht voorziet, is verschenen.

Om welke redenen staan deze werkingskosten in de begrooting voor order en niet in de begrooting van Landbouw?

Welke is de oorsprong van de fondsen welke dit artikel der begrooting stijven?

Ik wensch ook omstandig bedoelde werkingskosten te kennen.

ANTWOORD.

De Diensten van de Algemeene Directie der Landbouwproducten van het Ministerie van Ravitailleering, die naar het Departement van Landbouw werden overgedragen, zijn :

1^o De diensten « Grondstoffen voor den Landbouw », « Melkcontrôle », « Hoenderkweek », « Bijenteelt » : besluit van den Regent van 26 October 1945 (*Staatsblad* van 8 November 1945).

De dienst « Bijenteelt » is afgeschaft geworden bij besluit van den Regent van 28 Februari 1946 (*Staatsblad* van 29 Maart 1946);

2^o De diensten « Tabak », « Vlas », « Teen », « Wijnen », « Hop », « Artsenijplanten » : besluit van den Regent van 8 Maart 1946 (*Staatsblad* van 6 en 7 Mei 1946).

De werkingskosten dezer diensten werden op de begrooting voor order gehandhaafd omdat het wenschelijk bleek, gelet op het uiteraard tijdelijk karakter dezer diensten, niet af te wijken van het regime van zelfstandigheid dat zij genoten in het Ministerie van Ravitailleering, krachtens de besluitwet van 8 November 1944 (*Staatsblad* van 11 November 1944), betreffende de liquidatie van de gewezen N.L.V.C. De comptabiliteit dezer diensten wordt bepaald door het besluit van 31 December 1944 (*Staatsblad* van 21 Januari 1945).

Het fonds voor order dat de uitgaven dezer diensten draagt wordt in hoofdzaak gestijfd door de toelagen ingeschreven op de gewone begrooting van het Departement van Landbouw, en voor het ontbrekende door de terugvordering van de algemeene kosten (verkoop van drukwerk, enz.).

Omstandige opgave der werkingskosten (Raming voor 1946) :

Personeel (met inbegrip van de verplaatsingskosten)	Kantoorkosten en verschillende	Totaal
Grondstoffen 12,027,072	1,398,928	13,426,000
Melkcontrôle 21,729,129	266,871	21,996,000
Hoenderkweek, bijenteelt 3,167,538	180,462	3,348,000
		38,770,000

Er dient voorbehoud gemaakt aangaande de wettelijkheid van die verrichtingen. Daar het evenwel gaat om een tijdelijken dienst, die binnen kort moet afgeschaft worden, dringen wij niet al te zeer aan.

Manifestaties ten voordeele van de oorlogsgetroffenen.

ART. 69. — « Ontvangsten voortkomend uit allerhande manifestaties ten voordeele van de oorlogsgetroffenen » : 5.000.000 frank.

Is de verdeeling van de opbrengst van deze manifestaties gereglementeerd? Zoo ja, verlang ik een afschrift te ontvangen van het reglement. Welk is de rekenplichtige die belast is met de verhandeling van die sommen? Door wie werd hij benoemd? Heeft hij een borg gestort? Zal hij moeten rekenschap geven aan het Rekenhof?

ANTWOORD.

De verdeeling van de opbrengst der manifestaties werd niet op een speciale wijze geregeld.

Tot dusverre, werden de orders van uitgaven ondertekend door den Minister persoonlijk.

Geen enkele rekenplichtige werd speciaal aangesteld voor het verhandelen van deze sommen. De rekening wordt gehouden door de comptabiliteit van het Departement.

De verrichtingen zullen bij het Rekenhof gerechtvaardigd worden volgens het normaal procesus.

Algemeene Directie van de mobilisatie der landbouwproducten.

Deze titel omvat nog een artikel 46 onder de rubriek : « Ontvangsten en uitgaven van de Algemeene Directie van de Mobilisatie der Landbouwproducten ». Wij vinden de verantwoording ervan op bladzijde 29, 30 en 31 van de begroting voor order voor 1945 en wat betreft de begroting voor 1946, op bladzijden 32 en 33.

In den grond gaat het hier om een Staatsdienst waarvoor de kredieten zouden moeten voorkomen op de gewone begroting van het Ministerie van Ravitaillerie en waarvan de ontvangsten zouden moeten gehecht worden aan de begroting van 's Lands Middelen. Dank zij een zekere autonomie, die de vroegere N.L.V.C. bezat en die de Algemeene Directie van de Mobilisatie der Landbouwproducten is blijven genieten, werd deze openbare dienst van de gewone begroting losgemaakt.

Dit is slechts een kunstgreep, die toelaat de door bewusten dienst verrichte ontvangsten te besteden aan de betaling van zijn bestuursuitgaven, terwijl de regel van de niet-aanwending van de ontvangsten steeds het Belgisch budgetair recht heeft beheerscht. Er is zelfs meer : daar de ontvangsten ontoereikend zijn, werd een som van 250 miljoen, uitgetrokken op artikel 36 van de begroting van het Departement van Ravitaillerie voor 1945 (273 miljoen voor 1946), naar het Fonds voor order overgebracht, ten titel van aanvulling.

Dit artikel vormt aldus een werkelijke begroting in de begroting voor order, welke begroting in werkelijkheid op de gevone zou moeten voorkomen. Wegens deze overdracht zijn de normale regelen van de openbare comptabiliteit

niet meer toepasselijk op de ontvangsten en uitgaven van deze Algemeene Directie; de Minister van Ravitaillering heeft trouwens een speciaal reglement opgesteld voor de boekhouding van dezen dienst.

De regelen betreffende de vastlegging en de vereffening van de uitgaven, de uitgiften van ordonnanceering, en de contrôle van het Rekenhof zijn niet meer toepasselijk. Aan den anderen kant, daar het begrepen is in de begrooting voor order, is dit fonds beheerscht door het stelsel van het beheer en niet door dat van het dienstjaar, de verrichtingen zijn dus definitief afgesloten op 31 December van elk jaar, en aan de rekening over dit jaar worden enkel gehecht de uitgaven, geordonnanceerd in den loop van het burgerlijk jaar. Dit fonds ontsnapt aldus aan de regelen van de jaarlijkschheid en van het dienstjaar.

Belangrijker gevolg : ambtshalve worden de saldi op 31 December overgedragen naar het volgend jaar en kunnen benuttigd worden in den loop van dat jaar, terwijl de kredieten van de gewone begrooting, die niet opgebruikt zijn bij het afsluiten van het dienstjaar en niet overdraagbaar zijn bij toepassing van artikel 30 van de wet van 15 Mei 1946, nietig worden.

Zooals wij hierboven hebben uiteengezet, maakt dit artikel een werkelijke begrooting uit. Maar een begrooting waarvoor de Minister geenszins de verantwoordingen geeft die men gewoonlijk in de gewone begrooting vindt (samenstelling van het personeel, graden, wedden, vergoedingen van allerhanden aard, enz.). Deze leemte heeft uw verslaggever ertoe aangezet den Minister van Ravitaillering een reeks vragen te stellen.

Wij lasschen ze hierna in, samen met de antwoorden van den betrokken dienst.

EERSTE VRAAG.

Artikel 46 der begrooting voor order voorziet een post van 1,015,000,000 frank als « ontvangsten en uitgaven van de Algemeene Directie der Mobilisatie van de Landbouwproducten ».

De begrooting van deze Algemeene Directie komt voor op de bladzijden 30 en 31 van het wetsontwerp (*Gedr. St.* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, n^r 4-XXII).

Ik verzoek U mij voor ieder artikel van de begrooting en mits de onderverdeelingen aangeduid in bovenbedoeld stuk te volgen, te willen doen kennen de werkelijke ontvangsten en uitgaven op 31 December 1945.

MINISTERIE VAN RAVITAILLEERING

ALGEMEENE DIRECTIE DER MOBILISATIE
VAN DE LANDBOUWPRODUCTEN

Zelfstandige comptabiliteit en toelagen

Departement : *Begroeting en Comptabiliteit*
Brussel, Sint-Michelstraat, 31

ONTVANGSTEN DIENSTJAAR 1945

DIENSTEN	Voorziene ontvangsten 1945	Rechten te heffen op 1-1-1945	Vastgestelde rechten	Geheven rechten	Rechten te heffen op 31-12-1945
Graangewassen	38,552,000.—	6,044,841.46	21,746,151.76	25,864,028.12	1,926,965.10
Melk	50,872,500.—	21,777,263.61	39,887,125.03	28,788,712.16	32,875,676.48
Veestapel	17,407,900.—	2,697,083.12	11,184,388.03	12,181,609.08	1,699,862.07
Grondstoffen	7,848,900.—	333,920.31	6,221,368.08	6,236,725.77	318,562.62
Brouwerij	1,174,700.—	5,531,457.24	1,774,088.55	2,038,522.69	5,267,058.70
Aardappelen	1,041,200.—	455.—	3,098,744.92	3,083,851.92	15,348.—
Visch	14,533,400.—	961,320.65	10,637,157.54	9,389,604.34	2,208,873.85
H.D.R.	8,300.—	—	84,553.50	84,553.50	—
Onderzoekingen en landbouwleveringen . .	17,825,600.—	102,501.50	15,464,882.66	15,548,128.16	19,256.—
Likwidatie	—	3,292,696.78	—	26,571.30	3,266,125.48
Centrale Diensten	442,370.—	40,266.75	204,165,600.83	203,394,947.51	810,920.07
TOTALEN	149,706,870.—	40,781,806.42	314,264,060.90	306,637,254.55	48,408,648.37

N. B. — De kolommen « Vastgestelde rechten » en « Geheven rechten » van de Centrale Diensten omvatten een toelage van de Openbare Schatkist ten bedrage van 200,000,000 frank.

12 A (NL.)

E.O. 1946

N° 81 NL.

Gedane uitgaven – Dienstjaar 1946

Cfr. 35 mm.

1 plan

TWEEDE VRAAG.

Ik zou ook gaarne een tabel van het personeel ontvangen naar het model van die welke in de begrooting van elk departement voorkomt (effectief per graad, wedde).

Artikel 302, « Kosten voor personeel », zou onderverdeeld moeten worden in wedden, vergoedingen, enz., zooals dat gedaan wordt in een gewone begrooting en wel derwijze dat het krediet van fr. 410,792,455-21 wordt verantwoord.

ANTWOORD.

Begrooting 1945.

Artikelen	Omschrijving	Graden	Effectief	Bezoldiging	Gemidd. bezoldiging
		Directeurs	72	5,465,805.—	75,914
		Adjunct-directeurs	41	2,538,214.—	61,908
		Onderdirecteurs	128	6,831,034.—	53,367
		Adj.-onderdirecteurs	83	3,921,608.—	47,248
		Afdeelingshoofden	534	21,927,203.—	41,062
		Onderafdeelingshoofden	75	2,865,896.—	38,212
		Sectiehoofden	621	18,830,830.—	30,323
		Ondersectiehoofden	95	2,890,659.—	30,429
		Groepshoofden	945	27,755,594.—	29,371
		Ondergroepshoofden	1,085	26,564,949.—	24,484
		Eerste bedienden	1,619	41,728,615.—	25,774
		Tweede bedienden	1,288	28,509,533.—	22,135
		Derde bedienden	3,820	68,516,607.—	17,936
		Vierde bedienden	626	7,601,947.—	12,143
			11,032	265,948,494.—	
		Aanvullende vooruitzichten omtrent de verhooging van de levensduurte-vergoeding en regularisatie van bezoldigingen :		80,918,870.—	
3020	Bezoldigingen			346,867,364.—	
3021	Sociale wetten			38,781,449.21	
				25,143,642.—	
3022/23/29	Gratificaties, verplaatsingskosten			410,792,455.21	

Begrooting 1946.

Toen de begrooting voor 1946 moest opgemaakt worden, kende het Departement van Ravitailleering, vooral ten aanzien van de A.D.M.L.P., nog niet definitief de toekomstige organisatie van deze Algemeene Directie. Daar de begrotingsvooruitzichten echter ten spoedigste moesten klaarkomen, werden zij berekend op grond van de begrotingsvooruitzichten en de uitvoering daarvan voor het jaar 1945.

Wat artikel 302 « Kosten voor personeel » betreft, de aanvankelijke begrooting voorzag hiervoor fr. 442,334,163-95. Deze voorziening werd in globo teruggebracht tot 243,138,275 frank, waarbij het Departement eensdeels steunde op de nieuw ontworpen reorganisatie en, anderdeels, op de eischen des tijds. Deze globale vermindering stelt ons dus niet in staat aan de Commissie van Financiën even omstandige gegevens te verstrekken als voor het jaar 1945, want :

1^o het voorziene krediet van 243,138,275 frank komt niet voort van de samengetelde bezoldigingen voor een effectief in elken bepaalden graad en

2^o er is bovendien geen onderscheid gemaakt tusschen de bezoldigingen aan den eenen kant en de sociale wetten en verplaatsingskosten aan den anderen kant.

Toch zal men hieronder een opgave van het personeel bij de A.D.M.L.P. op 1 Januari 1946 aantreffen en datzelfde personeel op 1 Mei 1946.

GRADEN	PERSONEELSTERKTE	
	op 1 Januari 1946	op 1 Mei 1946
Kantoorjongens	219	53
Boden, deurwachters, klasseerders	204	198
Klerk-opstellers 2 ^e klasse	994	903
Postontvangers 4 ^e klasse	540	463
Klerk-opstellers 1 ^e klasse	2,099	1,941
Eerste-opstellers	776	693
Bureelhoofden	303	277
Onderdirecteurs Departement Justitie	114	100
Bureelhoofden gelijkgesteld met onderdirecteurs.	32	26
Directeurs Departement Justitie	24	22
Directeurs.	5	5
Directeurs.	2	2
	5,312	4,683

N. B. — In het eerste totaal zijn niet begrepen de 991 beambten die einde Februari, Maart en April buiten dienst getreden zijn ingevolge de opzegging die hun einde November 1945 betekend werd.

Opmerking. — Sommige diensten, welker effectief begrepen is in den verzamelstaat, zullen overgenomen worden door andere algemeene directies zoodra de kaders verschijnen.

Hun effectief is als volgt :

Op 1 Januari 1946 : 642 beampten;

Op 1 Mei 1946 : 519 beampten.

DERDE VRAAG.

Ten overstaan van artikel 2 van de besluitwet van 8 November 1944, houdende overdracht aan den Staat van de roerende en onroerende goederen der vroegere N.L.V.C., kan men moeilijk een uitleg vinden voor de noodzakelijkheid van de hooge bedragen (fr. 617,197-58 en fr. 2,788,618-89) die voorkomen op de begrooting als inrichtingskosten en aankoop van geïnventorieerd stoffelijk vermogen. Gaarne ontving ik een omstandige aanduiding van die uitgaven.

ANTWOORD.

Begrooting 1945.

A. — Inrichtingskosten.

Inderdaad, een belangrijke uitgavenvoorziening was niet te rechtvaardigen voor 1945. Nochtans waren, wegens de talrijke in het vooruitzicht gestelde verhuizingen, die bij gelegenheid, eensdeels, van de inkrimping der diensten en, anderdeels, van de reorganisatie der diensten in de provincie, een kostenraming van fr. 3,117,197-58 gemaakt. Die raming werd echter, in globo, verminderd met 2,500,000 frank, zoodat er op de begrooting nog slechts fr. 617,197-58 overbleef, waarop trouwens slechts fr. 341,535-33 werd uitgegeven.

B. — Aankoop van geïnventorieerd stoffelijk vermogen.

Daar de A.D.M.L. kon beschikken over het mobilair en het materieel van de vroegere N.L.V.C., waren, op het eerste gezicht, uitgaven voor deze rubriek niet te verantwoorden. Nochtans, al beschikte de A.D.M.L. daardoor over een meer dan voldoende aantal tafels, stoelen, kasten, enz., toch dienden de eventuele aankoop van volstrekt onmisbaar speciaal mobilair en materieel, zoomede de vervanging van telefoonmaterieel en -installaties voorzien.

U gelieve hieronder een gedetailleerde tabel van bedoelde uitgaven te vinden.

Ontleding van artikel 301. — Aankoop van geïnventorieerd stoffelijk vermogen.

	Voörziene uitgaven	Gedane uitgaven
3010 Bureaumaterieel	259,000.—	206,431.—
3011 Bureaumobilier	1,620,426.19	1,184,212.19
3012 Rollend materieel	430,033.40	303,506.35
3013 Speciaal materieel	70,285.30	36,645.30
3014 Telefooninstallatie	351,124.—	86,139.—
3015 Bibliotheek	57,750.—	8,135.65
	2,788,618.89	1,825,069.49

Begrooting 1946.**A. — Kosten van eerste inrichting.**

Evenals voor het jaar 1945 was een belangrijke voorziening niet te verantwoorden. Niettemin zijn er voor 750,000 frank uitgaven voorzien ingevolge talrijke in uitzicht staande verhuizingen naar aanleiding van de reorganisatie der diensten in de provincie en eveneens van de samentrekking der diensten te Brussel. Van deze voorziening was tot 31 Mei 1946 19,740 frank uitgegeven.

B. — Aankoop van geïnventorieerd stoffelijk vermogen.

Daar de A.D.M.L.P. over het mobilaire en het materieel van de gewezen N.L.V.C. mocht beschikken, waren de uitgaven voor deze rubriek op het eerste gezicht niet te verantwoorden. Er moest evenwel rekening worden gehouden met den eventueelen aankoop van het onmisbare mobilaire en materieel dat onder het mobilaire en materieel van de gewezen N.L.V.C. niet te vinden was. Daarom werd in 1945 overigens fr. 2,788,618-89 voorzien.

Daar deze behoeften in 1946 geringer zijn, was slechts 310,500 frank voorzien.

In den loop van het jaar moest deze voorziening echter met 65,000 frank vermeerderd worden, zulks ten nadeele van een ander begrotingsartikel, ten einde den aankoop mogelijk te maken van een speciale rekenmachine voor den Handelsdienst voor Ravitailleering.

U gelieve hieronder een omstandige tabel van die uitgaven aan te treffen.

Ontleding van artikel 301. — Aankoop van geïnventorieerd stoffelijk vermogen.

	Voorziene uitgaven	Gedane uitgaven
3010 Kantoormaterieel	140,300.—	66,561.—
3011 Kantoormeubelen	47,733.—	227.—
3012 Rollend materieel	110,000.—	—
3013 Speciaal materieel	25,800.—	5,896.—
3014 Telefooninstallatie	30,849.—	—
3015 Bibliotheek	20,818.—	2,630.75
	375,500.—	75,314.75

VIERDE VRAAG.

Wat vertegenwoordigen de posten :

- « Kosten der lokalen » (fr. 14,488,975-10 voor het Hoofdbestuur)?
- « Kantoorkosten » (fr. 24,280,083-93)?

Begrooting 1945.**ANTWOORD.****a) Kosten der lokalen (artikel 303).**

Dit bedrag van fr. 14,488,975-10, voorzien in de begrooting « Algemeen Nut », vertegenwoordigt de voorziening voor huurgeld, onderhoudskosten, enz... voor alle lokalen, betrokken door de A.D.M.L.P., zoowel voor het Hoofdbestuur als voor de provinciale diensten.

Deze voorziening valt uiteen als volgt :

	Voorzieningen	Gedane uitgaven
<i>a) Begrootingsartikelen :</i>		
3030 Huur	6,500,000.—	5,646,812.35
3031 Electriciteit, verwarming, water, gas . .	4,040,946.30	2,057,364.36
3032 Taksen	350,000.—	285,562.96
3033 Onderhoud en herstelling	2,901,203.85	2,437,669.11
3034 Verzekeringen	143,673.95	59,555.95
3035 Schadeloosstellingen	500,000.—	235,853.20
3039 Varia	53,151.—	16,508.50
	14,488,975.10	10,739,326.43
<i>b) Kantoorkosten (artikel 304) :</i>		
3040 Kantoorbeneodigdheden		5,364,629.61
3041 Drukwerken		9,882,513.16
3042 Telefoon en Telegraaf		3,054,116.31
3043 Huur en onderhoud van kantoormaterieel en -mobilair . . .		2,169,027.35
3044 Documentatie en abonnementen op bladen		280,923.—
3045 Frankeeringskosten		91,959.60
3046 Fiscale zegels		2,000,616.—
3047 Inningskosten		52,300.—
3049 Varia		40,998.90
		24,280,083.93

Begrooting 1946.**a) Kosten der lokalen.**

Deze som van 9,385,000 frank, voorzien in de begrooting onder de rubriek « Hoofdbestuur », vertegenwoordigt de voorziening voor huurgeld, onderhoudskosten, enz... voor alle lokalen, betrokken door de A.D.M.L.P., zoowel voor het Hoofdbestuur als voor de provinciale diensten. Deze voorziening was zelfs zeer gering door het feit dat het Departement voorzag, dat de huursommen voor de lokalen en de kosten voor groote herstellingen na de drie eerste maanden zouden gedekt worden door het Ministerie van Openbare Werken. Dit is ten andere het geval geweest sedert 1 Januari 1946.

Deze voorziening valt uiteen als volgt :

Begrotingsartikelen	Voorzieningen	Gedane uitgaven
3030 Huur	3,100,000.—	2,584,114.50
3031 Electriciteit, verwarming, water, gas . .	2,128,200.—	648,625.22
3032 Taksen	350,000.—	176,201.80
3033 Onderhoud en herstellingen.	3,369,000.—	2,291,551.42
3035 Schadeloosstellingen	400,000.—	289,413.75
3039 Varia	37,800.—	1,370.—
	9,385,000.—	5,991,276.69

Commentaar van den verslaggever.

Men zou kunnen betwisten dat de huursommen en kosten voor de groote herstellingen van de Algemeene Directie gedekt worden door de gewone begrooting van Openbare Werken. Deze uittrekking is een afwijking van de autonomie der Algemeene Directie. Het betreft hier overigens een zeer specialen dienst die geacht wordt op zijn eigen middelen te leven, die indirect vermeerderd worden door het beroep op de begrooting van Openbare Werken voor de betaling der betrokken uitgaven.

b) *Kantoorkosten* (artikel 304).

	Voorzieningen	Gebruikte kredieten
3040 Kantoorbenodigdheden	2,550,381.75	184,807.38
3041 Drukwerken	4,062,005.—	766,047.50
3042 Telefoon en telegraaf	1,997,308.—	798,568.15
3043 Huur en onderhoud van kantoormaterieel en -mobilair	1,464,250.—	860,752.95
3044 Documenten en abonnementen op bladen.	176,325.—	16,883.10
3045 Frankeeringskosten	280,020.—	54,170.05
3046 Fiscale zegels	59,800.—	10,030.65
3047 Inningskosten	84,500.—	27,793.23
3049 Varia	39,358.25	443.50
	10,713,948.—	2,719,496.51
Begrootingsoverdracht van artikel 304 op 301.	65,000.—	
Begrootingsoverdracht van artikel 304 op 305.	150,000.—	
(Deze begrootingsoverdrachten hebben plaats ingevolge ministerieele beslissingen.)		
	10,928,948.—	

VIJFDE VRAAG.

Kredieten voor vervoer komen tevens voor onder rubriek 308 en onder rubriek 310. Welk onderscheid dient er tusschen beide artikelen gemaakt?

Ik verlang een tabel te ontvangen waarin, per categorie (personenwagens, lichte vrachtwagens, vrachtwagens) het aantal autovoertuigen wordt opgegeven dat ter beschikking staat van deze administratie.

ANTWOORD.

Begrootingen 1945 en 1946.

1. Rubriek 310 voorziet in haar artikel 3100 de autokosten gemaakt door de motorvoertuigen van de A.D.M.L.P., terwijl rubriek 308 in haar artikel 3087 de andere vervoer- en verhuiskosten omvat.

Tabel der autovoertuigen ter beschikking van de autobergplaats.

	Op 1-1-1945	Op 31-12-1945	Op heden
Personenwagens : Staat	85	74	41
opgeëischt	162	22	7
gehuurd	30	—	—
Vrachtwagens en lichte vrachtwagens :			
Staat	15	7	7
opgeëischt	21	6	4

ZESDE VRAAG.

Wat stellen de artikelen « Te verhandelen goederen » en « Tekorten en Verliezen » voor?

In welke voorwaarden worden de goederen, waarover het gaat, verhandeld?
Welke rekenplichtige is belast met de ontvangsten?

ANTWOORD.

Te verhandelen artikelen (artikel 315).

Dit artikel omvat de vooruitzichten in zake aankoop van alle drukwerken welke de A.D.M.L.P. ter beschikking stelt van de landbouwers, producenten of tussenpersonen.

De uitgaven van dien aard kunnen geen aanleiding geven tot speculatie. De begroting der ontvangsten voorziet de inkasseering van de opbrengst van den verkoop van dit drukwerk, waarvan de verkoopprijs slechts mag bestaan uit den koopprijs verhoogd met de algemeene kosten die strikt betrekking hebben op de verdeeling ervan.

De A.D.M.L.P. inkasseert zelf de ontvangsten die voorzien zijn op de begroting.

Tekorten en verliezen (artikel 316).

Vooruitzichten gemaakt voor toewijzing van eventueele tekorten ten gevolge van diefstallen van gelden in kas of van gehuurde goederen.

ZEVENDE VRAAG.

Hoort het gebouw, waarvan sprake in post 318, aan den Staat toe? Waar is het gelegen?

ANTWOORD.

Deze voorziening werd niet opgemaakt met het oog op veranderingen aan te brengen aan een gebouw dat aan den Staat toebehoort.

Daar de begrooting van den A.D.M.L.P. onderverdeeld is in verscheidene onderbegrootingen en zulks ten einde de werkelijkheid zoo dicht mogelijk te benaderen, zoowel uit het oogpunt van het opmaken der begrooting als uit het oogpunt van het nazicht der uitgaven, was het noodig deze uitgave te voorzien voor het uittrekken van de kosten van inrichting voor lokalen in gebouwen die momenteel niet betrokken worden door de diensten.

ACHTSTE VRAAG.

Wat wordt er verstaan onder « Dienst voor Orde » (begrooting 1945 : fr. 502.355.444-32) (begrooting 1946 : 100,000,000 frank)?

ANTWOORD.

Het betreft de voorziening van ontvangsten en uitgaven van fondsen met speciale bestemming; fondsen ter compensatie en vereffening gesticht door de gewezen N.L.V.C. en voorloopig in werking gehouden bij het besluit van 8 November 1944. Bovendien zijn alle overige verrichtingen als ontvangst of uitgave, die niet onder budgetaire ontvangsten en uitgaven vallen, in deze rubriek voorzien.

Daar de uitgaven de ontvangsten niet mogen te boven gaan, is er noodzakelijkerwijs evenwicht tusschen de voorziene uitgaven en ontvangsten.

Commentaar van den verslaggever.

De verstrekte inlichtingen zijn niet heel expliciet. Over welke fondsen met speciale bestemming gaat het? Welke zijn de ontvangsten en de te dekken uitgaven? Waarin bestaan de fondsen voor compensatie en vereffening gesticht door de gewezen N.L.V.C.?

Er is niet geantwoord op de vraag om een uitvoerige opgave van de verrichtingen ten laste van deze kredieten.

NEGENDE VRAAG.

Ik zou eveneens het bedrag van het winstoverschot der begrootingsresultaten van de gewezen N.L.V.C. willen kennen, waarover sprake is in artikel 5 van het besluit, houdende begrooting van de Algemeene Directie.

ANTWOORD.

Begrooting 1945.

Dit winstoverschot van de begrooting bedroeg, op 31 December 1944, fr. 220,789,894-69, waaronder de ontvangsten bij de inning. Sommige van deze ontvangsten werden bij ministerieele beslissing nietig verklaard, maar het College der Liquidatoren heeft het juiste bedrag daarvan niet bepaald, zoodat de comptabiliteit een te hoog bedrag aanwijst.

Op 31 December 1944 werd een staat van het netto tegoed van de diensten, voortgekomen uit de gewezen N.L.V.C., opgemaakt door den Dienst van Financiën, waaruit een netto-bedrag van fr. 102,915,668-75 blijkt.

Begrooting 1946.

Er is hier verwarring ontstaan tusschen de begrooting voor het jaar 1945 en die voor het dienstjaar 1946, vermits artikel 1 in 1946 voorziet : « ter dekking van de uitgaven van beheer van de A.D.M.L.P., met betrekking tot het dienstjaar 1946, worden de hiernavolgende kredieten geopend ten bedrage van in totaal 376,782,000 frank »

En, inderdaad, het begrootingsoverschot van de gewezen N.L.V.C., dat, als vastgesteld is in het antwoord op de voorgaande vragenlijst, ongeveer fr. 102 miljoen 915,668-75 bedroeg, werd in 1945 opgebruikt.

Alle voorziene kredieten, verminderd met de voorziene ontvangsten, moesten dus gedekt worden door kredieten ter beschikking te stellen.

TITEL II.

Titel II van de begrooting omvat de uitgaven op bijzondere middelen aan het voorafgaand visa van het Rekenhof onderworpen.

Uw verslaggever stelde de vragen die hierna, samen met de door de betrokken departementen gegeven antwoorden, worden weergegeven.

Dienstjaar 1945.

Door de geallieerde legers afgestane voertuigen.

ART. 241. — « Invordering, met het oog op latere omdeeling, van den prijs der door de geallieerde legers afgestane en door het Ministerie van Economische Zaken herstelde voertuigen ten bate van de Nationale Economie » : 100 miljoen frank.

De nota op bladzijde 33 van de begrooting is erg laconiek.

Ik zou de organisatie van bedoelden dienst willen kennen. Is hij geen dubbel met den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening?

Gelieve mij het bedrag te laten kennen van de ontvangsten en uitgaven in 1945 ten laste van dit artikel gedaan.

ANTWOORD.

De Dienst voor Herstelling der vanwege de Geallieerden voortkomende Voertuigen (SERVAR), is ingericht bij besluit van den Regent van 28 Juli 1945, verschenen in het *Staatsblad* van 5-6-7 Augustus 1945, bladzijde 4950.

Deze Dienst werd op 1 Januari 1946 overgenomen door den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening « O.M.A. », welke met een tijdelijke opdracht voor rekening van den Dienst belast was. Sinds 31 Mei ll. is hij in likwidatie gesteld.

Er werd voorzien dat het bedrag der ontvangsten van SERVAR op de begrooting voor order zou gestort worden, voor het geval dat de geallieerde overheid

de tegenwaarde der afgestane voertuigen zou opvragen, terwijl het eventueel saldo der ontvangsten diende gestort op de begrooting van 's Lands Middelen, als vergoeding van de werkingskosten van den Dienst.

De ontvangsten van SERVAR bedragen op 31 Mei 1946 fr. 99,576,930-73, en hebben alle betrekking op het dienstjaar 1945. Er blijft nog fr. 7,732,150-50 te innen, waarvan frank 7,705,979 ten laste van verschillende Ministeries.

De werkingskosten van SERVAR zullen uitgetrokken worden op artikel 42 van de begrooting van Economische Zaken voor 1945. Hun bedrag beloopt thans fr. 17,316,180-91.

Opbrengst van den verkoop van Duitsche kolen en van mijnhout.

ART. 242. — « Opbrengst van den verkoop van Duitsche kolen ».

Ik verlang de hoeveelheid der in 1945 ontvangen kolen zoomede de opbrengst van den verkoop te kennen.

Ik stel dezelfde vraag wat betreft artikel 243, « Opbrengst van den verkoop van mijnhout ».

ANTWOORD.

1. De hoeveelheid Duitsche kolen, ingevoerd in 1945, bedraagt 1,034,746 ton;

De opbrengst van den verkoop van die kolen bedraagt fr. 354,236,813-20 en valt uiteen als volgt :

Waarde van de kolen.	fr. 349,503,093 »
Aansluitingstaxe	50,504 20
Verzekering.	80,642 »
Overdrachts- en factuurbelasting	4,602,574 »
Totaal. . fr.	354,236,813 20
	=====

De financieele verrichtingen in verband met den invoer van kolen worden uitgevoerd door den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening en derhalve zal op dat artikel van de begrooting voor order geen ontvangst of uitgave geboekt worden.

2. Binnen het kader van artikel 242 van de begrooting voor order vallen alleen de hoeveelheden mijnhout, uit Duitschland herkomstig, namelijk 14,752 kubiekmeters ter waarde van 6,933,440 frank.

Er valt op te merken dat deze laatste som den prijs omvat van het hout op voet, te betalen aan de gealliëerde overheden, die het hout ter beschikking hebben gesteld van het Departement van Economische Zaken voor welks rekening het door het korps van de militaire houthakkers wordt gehakt.

Dienstjaar 1946.

Toevoegingen aan de begrooting.

ART. 236 en 241. — « Nationaal Orkest. — Fonds voor de Belgisch-Nederlandsche cultureele betrekkingen. »

Het betreft hier een toevoeging aan de begrooting in afwijking van artikel 15 van de wet van 29 October 1846.

Deze voorzieningen zijn te verwerpen als in strijd met de goede wetgevingstechniek.

Op welke gronden kan deze afwijking en toekenning van zoo hooge geldvoorschotten verantwoord worden?

ANTWOORD.

Het Bestuur zal het maximum moeten verhoogen van de geldvoorschotten, bepaald bij de wet op het Rekenhof. Er moet evenwel gewacht worden totdat het op grond van de economische ontwikkeling van thans mogelijk is te bepalen in hoeverre dat maximum moet worden opgevoerd. In afwachting daarvan moet er wel een afwijking gebracht worden in de regelen op de comptabiliteit, telkens als de feiten zulks noodzakelijk maken.

ART. 236. — « Belgisch Nationaal Orkest » :

Alle uitgaven van het B.N.O. zonder uitzondering worden geregeld met geldvoorschotten en het is te voorzien dat de jaarlijksche uitgaven van het B.N.O. 4,000,000 frank zullen bedragen.

Ten einde het aantal verzoeken om geldvoorschotten, die door het Rekenhof moeten gevisieerd worden, en het aantal bewijsstukken voor dat Hooge College niet al te zeer te vermeerderen is het noodzakelijk, dat het maximum van de voorschotten aan den schatbewaarder van 300,000 op 500,000 frank gebracht wordt.

Met dezen maatregel is het mogelijk het aantal geldvoorschotten en rekeningen op 8 per jaar te beperken.

ART. 241. — « Fonds voor de Belgisch-Nederlandsche cultureele betrekkingen » :

Ter uitvoering van het cultureel akkoord tusschen België en Nederland betaalt het Belgische fonds de kosten voor organisatie van Nederlandsche cultureele betoogingen in België en int daar de ontvangsten van. Omgekeerd betaalt het Nederlandsche fonds de Belgische cultureele betoogingen in Nederland en int daar de ontvangsten van.

De kosten, waarvan de betaling meestal niet kan uitgesteld worden, overschrijden vaak in één dag de grens van 200,000 frank.

Daaruit volgt dat het maximum van de geldvoorschotten aan den schatbewaarder moest verhoogd worden om het Belgisch-Nederlandsche cultureele Fonds in staat te stellen zijn verbintenissen na te komen.

Autonome bedrijven.

Als bijlage tot de begroting voor order voor het dienstjaar 1945 worden de balansen en de winst- en verliesrekeningen van sommige zelfstandige bedrijven, behorende onder het Ministerie van Openbaar Onderwijs en het Ministerie van Justitie, bekend gemaakt.

De begroting voor het dienstjaar 1946 bevat deze documentatie niet.

In verband met deze zelfstandige bedrijven vestigt uw verslaggever de aandacht op een artikel, verschenen in het 101^e opmerkingenboek van het Rekenhof (blz. 151 en 152).

Daaruit blijkt dat die bedrijven aan elkaar leeningen toestaan zonder dat de voorgeschreven vergunningen zijn gegeven. Het Rekenhof oordeelt dat deze leeningen tot gevolg hebben, dat organismen in het leven gehouden worden, die in hun behoeften niet kunnen voorzien door middel van de eigen ontvangsten en dat het gebruik van de Schatkistfondsen aan de contrôle van het Parlement wordt onttrokken. Uw Commissie uit den wensch, dat de Minister van Financiën deze kwestie aandachtig zou laten onderzoeken. De autonomie, die aan deze bedrijven is verleend, moet niet dienen om misbruiken te dekken.

De begrotingen werden goedgekeurd met 8 tegen 7 stemmen.

Dientengevolge stelt uw Commissie U voor ze aan te nemen.

Dit verslag is eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
CYR. VAN OVERBERGH.